

# Ne pas attendre l'avenir, le faire !

*Soyons fiers d'être Jeunes socialistes*

Texte d'orientation présenté par **Agir en Jeunes Socialistes, Erasme et Justice**

Soutenu par Annaïg-Sklaërenn **Le Moël** (SBN 56), Pierre **Jouvet** (SBN 26), Vincent **Begrand** (AF 21),

Et Jérôme **Bornet** (CNA 45), Grégoire **Chapuis** (AF 45), David **Cuocq** (AF 07), Anne **Galesne** (AF 49), Jérémy **Gaultier** (AF 56), Hugo **Gouysse** (AF 22), Rafik **Hadidi** (AF 30), Julie **Hoguin** (AF 72), Guillaume **Klein** (SBN 30), Delphine **Litchmann** (AF 09), Guillaume **Macher** (CNA 75), Benjamin **Peyrot** (AF 26), Victor **Pescheux** (CNA sup 94), Rémi **Simon** (CCR Languedoc-Roussillon), Maxime **Taillebois** (AF 94), Vincent **Taissere** (BN 30), Sandrine **Vuillaume** (AF 25).

Le congrès de Grenoble doit être pour nous, jeunes socialistes, un moment de **fierté**. Sans craindre le débat, nous devons affirmer ce qui nous rassemble en définissant nos valeurs communes.

Jeunes, socialistes, de gauche, nous sommes unis par un idéal basé sur la notion de **progrès**. Léon BLUM disait : «*être socialiste, c'est lorsque nous cessons de dire qu'il en a toujours été ainsi, c'est l'ordre des choses et nous y changerons rien, à partir du moment où on a senti que ce soit disant ordre des choses soit en contradiction flagrante avec nos valeurs de justice d'égalité de solidarité*». Ces devises, ces mots sont au cœur de notre engagement. Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais d'ordre naturel des choses. Le progrès, c'est quand les inégalités et les injustices générées par le système social ne sont pas reproduites de génération en génération. C'est donc plus d'**éducation**, plus de **justice**, plus de **solidarité**, plus d'**égalité**, plus de **liberté**, un travail pour tous et l'émancipation pour chacun. Pour porter cet idéal ambitieux, nous nous devons d'être à la hauteur de nos engagements.

**Cet idéal est plus que jamais d'actualité, mais pourtant, notre projet manque de crédibilité.** Les idées socialistes ont été le moteur principal du progrès au 20ème siècle : diminution progressive du temps de travail, démocratisation de l'enseignement, congés payés, retraite à 60 ans, RMI, CMU, emplois-jeunes, APA, PACS, congé de paternité... Mais, face à un monde qui change à toute vitesse, nous devons remettre à jour nos analyses et nos propositions. Ainsi, trois grands chantiers s'ouvrent à nous :

- Notre modèle d'**intervention économique** est en crise, puisqu'il ne permet plus de protéger nos populations des aléas de l'économie de marché. Le système de développement actuel menace la planète, et nous ne prenons toujours pas en compte la vraie dimension de l'écologie politique.
- Notre modèle de **protection sociale** est en crise de financement et de légitimité, car il a échoué à réduire en profondeur et durablement les **inégalités sociales**. La démocratisation de l'éducation a été une réussite mais la lutte contre la reproduction des

inégalités sociales de génération en génération a été un échec. Le racisme et le sexisme sont dénoncés, mais ils continuent de hanter nos esprits et nos actes à tous les niveaux. La pauvreté et les inégalités sociales ont cessé de diminuer, et ont même recommencé à augmenter. Notre **modèle de société** est dépassé par **l'évolution** rapide des **comportements des individus**. Nos lois ne prennent pas suffisamment en compte les grandes évolutions de cette fin de siècle, comme la recomposition de la famille, la reconnaissance de l'homosexualité, ou les nouvelles méthodes de procréation.

- Notre modèle politique national souffre de ses ambiguïtés. La **laïcité** est le fondement de notre République, mais la droite la dépèce quand ce n'est pas de nos rangs que s'élèvent des voix ambiguës. Le suffrage est universel mais de nombreux citoyens, notamment des étrangers payant leurs impôts en France, n'ont pas le droit de vote. Sur tous ces points, nous ne pouvons pas nous contenter des bonnes vieilles recettes et de discours démagogiques : **nous devons être innovants**.

**D'autre part nous devons être exemplaires : l'écart entre nos valeurs affichées et nos actes empêche les citoyens de nous faire confiance.** Nous devons réintroduire la notion d'éthique en politique. Nous ne pouvons plus tolérer que le travail et les efforts des militants soient anéantis par des pratiques d'un autre temps : opacité des prises de décision, non-respect du pluralisme politique, cumul des mandats... Notre famille politique doit mettre fin à ces pratiques qui ne sont ni tolérables sur le principe, ni efficaces pour la démocratie. Les citoyens, de plus en plus critiques et indépendants, ne se reconnaissent plus dans les leaders politiques et les grands partis traditionnels. Nos sympathisants et futurs électeurs attendent de la transparence, de la sincérité, de la proximité, de l'efficacité.

Nous devons donc **repenser nos pratiques** et **approfondir notre démocratie**. Nous ne pouvons plus nous contenter de récupérer des thèmes porteurs, pour l'image, sans chercher à traquer à la source les phénomènes suivants : reproduction des inégalités sociales, homophobie, sexisme, racisme dont souffrent trop les citoyens. La parité, la diversité, la démocratie participative, le soutien au mariage et à l'adoption pour les couples homosexuels, ne doivent pas être de simples gadgets politiques pour capter un électorat supposé acquis par une ou deux mesures phares.

Nous portons, plus en profondeur, un projet d'éducation populaire et de lutte contre les discriminations à tous les niveaux. Nous devons assumer nos positions avec fierté. **Nous assumons notre choix de réguler le capitalisme** plutôt que de le renverser ; nous devons assumer la conflictualité interne à notre parti, qui est l'expression d'un vrai débat démocratique ; nous devons assumer notre proximité avec les «intellectuels», qui enrichissent nos réflexions et nous aident à mettre en œuvre des programmes politiques de qualité.

**Face à cette nouvelle donne, nous ne pouvons nous replier sur les solutions du passé mais bien inventer les modèles de demain.** A tel point que c'est nous, socialistes, de gauche, qui apparaissions comme des conservateurs et non plus des forces de progrès, face à une droite qui se présente comme la nouvelle force du changement. Nous continuons de proposer les mêmes solutions, mais les citoyens, de plus en plus éduqués, ne sont pas dupes. Notre projet n'apparaît pas crédible. Aujourd'hui, jeunes socialistes, nous ne pouvons plus supporter les échecs de notre parti car ils laissent trop de place à la droite !

Nous devons définir un nouveau modèle de développement et un nouveau modèle de société pour faire gagner la gauche. Nous devons également porter un nouveau modèle d'action politique, plus représentatif de la population, et plus proche des citoyens.

En un mot, au 21ème siècle, être adhérent du Mouvement des Jeunes Socialistes, c'est être ambitieux !

Au moment charnière de l'histoire, seuls ceux qui n'ont rien à perdre se portent, sans casques et sans baïonnettes, avec leur seule insouciance en bandoulière, sur les remparts de la **fraternité**, de l'**égalité** et de la **liberté**. Révolution française, Commune de Paris, Résistance, Mai 68 : le principal moteur de ces événements historiques est la jeunesse. Or, à l'orée du 21ème siècle, les cendres du capitalisme financier sont en sommeil. Alors que certains les attiseront, avec le soufflet néo-libéral fièrement arboré ou discrètement caché sous le manteau pourpre des exploitants de la race humaine, nous sommes à un tournant de notre histoire.

Une «mode» des suicides... Voilà comment aujourd'hui un grand patron évoque le mal-être social... Nous sommes au XXIe siècle... Et nous soutenons l'idée de Progrès.

Paradoxe ? Nous, jeunes socialistes, avons tout d'abord le devoir de comprendre. Plutôt que de dénoncer le poing levé les scores parfois dramatiques de la social-démocratie en Europe, nous devons analyser humblement et lucidement, sans fatalisme ni incantation, les raisons de nos défaites. Comment une République comme la France, en pleine crise sociale, parvient-elle à imposer une réforme comme le bouclier fiscal soutenu par une « majorité » qui ne représente au final que 36% des citoyens ? Pourquoi, en pleine crise économique et financière, les Français préfèrent-ils placer leur confiance dans une gestion pratiquée par des gouvernements de droite ?

La Première secrétaire du Parti socialiste nous a affirmé lors de nos dernières universités que nous étions «à l'ombre des Lumières»... Paradoxe ? Nous défendons l'émancipation de chacun et nous vivons aujourd'hui une dérive d'un individualisme, que nous aurions dû reconnaître et qui désormais s'apparente au chacun pour soi, et au culte de la personnalité. Paradoxe ? C'est justement notre idéal même de la Démocratie qui est malmené par ces dérives d'égoïsmes et de narcissismes.

Le XXIe siècle connaît le Droit mais oublie le Devoir. L'idée de Progrès, comme celle de Démocratie, sont dénuées de sens dans un monde qui se perd, s'abîme, et où internet déconnecte quelquefois les humains de la réalité... Paradoxe ?

Notre société est bercée par la pensée des Lumières, libérale, mais nous n'en avons pas saisi le sens évolutif. La Droite, le conservatisme, se gargarise de soutenir une société où règne la Liberté. Or, celle-ci ne peut exister sans cadre, sans principes, sans Justice. L'idée de Progrès est instrumentalisée. Le sens premier du libéralisme est aujourd'hui dénué de sens... C'est à une social-démocratie lucide et sincère de redonner toute sa place à la philosophie humaniste qui a été dévoyée autant par une Droite arrogante que par une Gauche incantatoire. La perte des valeurs communes, le renoncement à l'intérêt collectif, sont l'aboutissement d'une pensée basée sur la facilité. «Le chacun pour soi» a corrompu l'individualisme. C'est à nous de rappeler que la **Liberté est synonyme de Responsabilité**.

En novembre 2009, à Grenoble, **nous avons le devoir d'être la force politique qui va redéfinir notre idéal commun**, condition sans laquelle nous ne serons jamais un grand mouvement politique de jeunesse, audacieux et conquérant.

Notre idéal ne peut plus être celui du 20ème siècle parce que nous devons penser et changer le monde du 21ème siècle.

**Ce Congrès est une occasion à ne pas rater : sachons la saisir, pour proposer de nouveau un projet et une organisation convaincantes, qui redonnent l'espoir à gauche maintenant !**

# **Inventer un nouveau modèle de développement, pour passer d'un monde dangereux à un monde régulé**

## **1. Le monde fait face à une triple crise économique, sociale et environnementale**

### ***a. Les crises sanctionnent à la fois un modèle économique et une idéologie économique***

Aujourd'hui est en quelque sorte, une date anniversaire. La fin du vingtième siècle a en effet commencé, il y a exactement 20 ans, le 9 novembre 1989 avec la chute du mur de Berlin et s'est achevée en 1991 avec la dislocation du bloc soviétique. Certains de nos jeunes camarades n'étaient pas nés. Depuis, les relations internationales sont dominées, de façon hégémonique, par les Etats-Unis d'Amérique. A qui prétendait alors que cet événement historique marquait la fin des idéologies, voire la fin de l'histoire, nous pouvons aujourd'hui répondre avec certitude que ce fut la victoire d'une idéologie, et que celle-ci perdura après la fin du combat. Son principal représentant, les Etats-Unis d'Amérique, continua, sans adversaire, à s'enfoncer dans une logique de domination stratégique du monde qui n'avait plus de fondements. Malgré les espoirs suscités par l'élection de Barak Obama dont le slogan n'était pas «America first», malgré le discours d'ouverture envers le monde arabo-musulman, il ne faut pas se tromper : Barak Obama n'a pas été élu pour que l'Amérique ne soit plus la première.

#### **La crise financière est un démenti violent de l'idéologie néo conservatrice.**

Si le capitalisme financier n'a pas été anéanti par la crise planétaire, il est cependant prêt à craquer. Les entreprises multinationales disposent d'un pouvoir tendant à réduire le poids des Etats, sur la base d'un modèle de concurrence transnational dérégulé. Cette mondialisation néoconservatrice érige le marché comme seule valeur commune, non parce qu'il est le meilleur moyen d'assurer l'allocation des richesses, mais parce qu'il permet aux intérêts économiques et financiers de décider du sort du monde et de reproduire encore et toujours les inégalités. Le monde tel qu'il existe aujourd'hui est un monde dangereux : pour les hommes et pour la planète. Il faut de toute urgence le réguler.

#### **Le monde est secoué par de nombreux conflits qui menacent la paix mondiale.**

Parallèlement, les conflits mondiaux et territoriaux se multiplient, renforcés par l'émergence de groupes de pression organisés fondés sur des intérêts particuliers. C'est à nous, jeunes socialistes, libérés des chaînes de la «real politic», d'engager une réflexion sur la nécessaire révolution des équilibres internationaux à l'intérieure de laquelle l'Europe doit prendre toute sa part pour redéfinir un monde multipolaire et bâtir une véritable démocratie mondiale.

#### **La mondialisation dérégulée aggrave les inégalités.**

La mondialisation telle que nous la connaissons n'est pas une mondialisation libérale, ni une mondialisation ultra-libérale. C'est une mondialisation néo-conservatrice. Elle n'a rien à voir avec la logique libérale. Les grands secteurs économiques sont tenus par quelques multinationales qui organisent entre elles une concurrence faussée. Elles occupent des positions de monopole privé. Tout vrai libéral devrait même réclamer leur démantèlement, car d'après les théories libérales, leur position de domination outrageusement excessive empêche l'émergence de nouveaux acteurs économiques qui pourraient être plus performants et plus innovants. Les pères fondateurs du libéralisme, d'Adam Smith à Ricardo, en passant par Pareto, auraient réclamé leur démantèlement : ils avaient la sagesse de

penser que le marché a besoin de régulation et que c'est au politique d'encadrer les dérives du système capitaliste, notamment par des lois contre les cartels ou les monopoles.

**La crise écologique nous rappelle que la priorité est d'assurer aux hommes leurs besoins primaires.**

La démographie galopante, alliée aux modes de consommation, d'urbanisation et de production, les inégalités sociales et le dérèglement climatique (réchauffement, fonte des glaciers), l'épuisement des ressources énergétiques, le creusement des inégalités Nord/Sud, nous imposent de concevoir un nouveau modèle de développement économique, social, écologique, culturel et éthique. Si la généralisation du modèle démocratique à l'échelle planétaire doit être notre indépassable horizon, il faut avant toute chose régler le problème des besoins primaires de tous les peuples : avant de vivre dans une démocratie, encore faut-il vivre tout court. Les jeunes sont bien placés pour le savoir. Avant de pouvoir s'émanciper, encore faut-il, tout simplement, qu'ils aient les moyens pour vivre, c'est-à-dire, manger, se loger, se chauffer.

***b. Face à ces défis nombreux l'action politique est plus que jamais nécessaire***

**Nous devons lutter pour l'avènement d'une nouvelle gouvernance mondiale plus démocratique.**

Notre action doit nous mener à la construction d'un véritable modèle de gouvernance mondiale, plus démocratique et respectueux des aspirations de tous les peuples. Du fait de la globalisation et de l'affaiblissement des Etats Nations, les enjeux politiques sont désormais mondiaux, le territoire de la régulation également. Or cette régulation est embryonnaire et hésitante. Nous devons donc contribuer à l'émergence d'un nouvel ordre mondial fondé sur le développement durable et solidaire, ainsi que sur la maîtrise des échanges financiers et commerciaux. Internationalistes, nous voulons repenser le partage des pouvoirs à l'échelle mondiale et mettre en place les outils permettant le développement de tous.

**2. Bâtir une démocratie Monde**

C'est aux institutions internationales et aux Etats de prendre, à nouveau, leur véritable part dans l'ordonnancement des affaires mondiales. Nous devons répéter qu'il faut briser le spectre des institutions internationales comme nains politiques.

***a. Saisissons nous des outils de régulation que sont les institutions internationales***

L'internationalisme, dès ses origines, est un concept de gauche, antinationaliste et supranational. La mondialisation actuelle est le recyclage pernicieux de l'internationalisme socialiste par la sphère économique au profit de la sphère politique qui s'est laissée dépouillée de son pouvoir. Cette mondialisation s'organise sur une logique inégalitaire entre le Nord, de plus en plus riche, et le Sud, dont les populations sont de plus en plus pauvres. Face à l'ensemble des écueils de la gouvernance actuelle, inégalités et absence de démocratie principalement, un certain nombre d'efforts doivent être consentis afin de renforcer la légitimité des instances internationales.

### **L'application des grands traités internationaux doit être étendue.**

Il est absolument nécessaire de faire respecter les critères du protocole de Kyoto et de l'Organisation Internationale du Travail aux pays membres des institutions internationales. Comment faire pour que tous les pays soient non seulement partie prenante et concernés par ces débats et dans quelles mesures les décisions prises lors de ces congrès pourront-elles être appliquées ? L'échec du protocole de Kyoto doit nous amener à pousser la France et l'Europe à être en tête de ce combat climatique lors de la **conférence de Copenhague** : de sa réussite ou de son échec dépendra l'avenir de la planète et d'un nouvel équilibre nord-sud.

### **La légitimité démocratique des institutions existantes doit être renforcée.**

Afin de renforcer leur légitimité démocratique, il est nécessaire de réformer les votes au sein des conseils d'administration des organisations internationales pour prendre en compte les pays émergents, comme vient de le faire le FMI. Sans oublier le risque important, comme par exemple à l'ONU, de faire basculer des instances qui ne seraient plus en adéquation avec nos valeurs fondamentales, l'antisémitisme notamment. L'établissement de critères stricts, pas seulement économiques, mais aussi éthiques, pour participer à la gouvernance de ces institutions peut contribuer à une réelle légitimation.

### **Il faut créer de nouveaux organes de régulation.**

Pour une nouvelle démocratie mondiale, une réforme du Conseil de Sécurité renforcerait son rôle par la remise en cause du principe du droit de veto et de sa composition trop restreinte. Il s'agit aussi de lui offrir une opportunité pour doter le Conseil de Sécurité d'une vraie force de maintien ou de rétablissement de la paix. Car réformé, il bénéficierait de l'appui de l'opinion publique mondiale.

La création d'un Conseil de Sécurité économique, social et environnemental à qui on confierait la tâche d'encadrer le jeu de la finance mondiale, de définir les missions d'une Organisation Mondiale du Commerce. C'est un organe indépendant qui ne dépend pas de l'ONU (la plus importante mission sera d'adapter les mouvements des marchandises aux impératifs spécifiques de chacune des sociétés qui les produisent, les importent, ou les exportent), de sauvegarder l'équilibre planétaire.

Une proposition forte pour favoriser les investissements à long terme pour mettre fin à la logique de rentabilité à court terme serait l'instauration d'une régulation des flux de capitaux mondiaux.

### ***b. Nous devons rééquilibrer nos relations avec les pays pauvres pour que les richesses mondiales soient mieux réparties***

### **Les relations avec les pays riches ne doivent plus être un facteur d'appauvrissement.**

Nous défendons une annulation de la dette des Pays du Sud ; le paiement à leur juste valeur et l'exploitation des gisements de matières premières. La question est complexe : poids de l'OPEP, cas de subvention au coton, république bananière, multinationale tenant un secteur entier, cours du cacao et autres matières premières en dents de scie pour des raisons complexes : ingérence politique pour s'assurer des réserves hautement stratégiques (cf. la France - Afrique, le cas de l'Uranium, ou encore le problème du Congo et de ses richesses minières).

## **La coopération décentralisée doit permettre le développement des pays pauvres.**

La mise en place d'un mode alternatif d'aide au développement : la coopération décentralisée. Il faut mettre fin à l'aide publique inefficace, et aller dans le sens de la responsabilisation des acteurs locaux en leur donnant les moyens (matériel et formation) pour qu'il puisse devenir autonome dans leur développement économique. Cette coopération décentralisée devra s'appuyer conjointement sur le développement du micro crédit.

### **3. Redonner un avenir à l'Europe**

Le 21ème siècle n'a jamais vraiment commencé. Le 11 septembre 2001 n'a pas été le début d'un nouveau cycle. Il a été un épouvantail agité par le président des Etats-Unis d'Amérique d'alors qui cherchait désespérément un nouvel ennemi pour justifier l'hégémonie américaine, alors qu'elle n'avait plus de raison d'être. Cette hégémonie doit prendre fin, tout comme la mondialisation néoconservatrice doit prendre fin. Une solution existe : elle s'appelle « **Europe** ». Si une Europe politique n'est pas rapidement capable de s'imposer comme **un acteur incontournable des relations internationales et d'être le régulateur d'un monde multipolaire**, le 21ème siècle a toutes les chances de ne jamais débiter.

#### ***a. L'Europe est un horizon incontournable***

##### **L'Europe est notre avenir politique.**

Si demain notre levier d'action sera encore et toujours la puissance publique sous la forme de **l'État-providence – réformé de manière à devenir préventif** – et des collectivités locales, l'échelon qui deviendra le plus pertinent sera donc l'Europe. Notre défi est donc le suivant : **faire de l'Union Européenne une construction ouverte et fondée sur un idéal de justice sociale et de respect de la personne humaine.**

Sachons expliquer que l'échelon étatique est affaibli parce qu'il ne se situe plus au niveau territorial pertinent. Effectivement le capital, qui est au centre de notre économie, est désormais mobile et peut échapper à la régulation nationale. Sachons démontrer que pour mettre fin à la dérive spéculative des marchés financiers, le territoire de la régulation politique doit s'ajuster à celui de l'économie. La régulation de l'économie doit donc se faire au niveau mondial. Pour peser sur cette régulation, **un seul instrument : l'Europe ; un seul moyen l'Europe politique.**

#### ***b. L'Europe pour laquelle nous militons***

Si, jusqu'à une période récente, l'essentiel des efforts de l'Europe s'est concentré sur la mise en place de l'Union économique et monétaire, il nous faut maintenant élargir la perspective de sa construction sous peine de la réduire à un marché et de la diluer dans la mondialisation. Car **l'Europe est bien plus qu'un marché**. Elle a su inventer une méthode pour construire des médiations entre la nation et le monde. Dès lors, le MJS doit avant tout mettre son énergie dans la construction d'une Europe politique ! En effet, l'Union européenne est encore à même d'infléchir le cours du monde, alors que pris individuellement, les États qui la composent sont désormais hors d'état de le faire (la réponse à la crise financière est à ce titre un échec en termes de coordination).

Notre défi est donc le suivant : faire de l'Union européenne une construction sans équivalent dans le monde, porteuse d'un modèle de société différent. Et le faire partager !

Nous voulons une Europe forte, qui assume pleinement sa responsabilité dans la redéfinition de l'ordre mondial et qui se donne les moyens de porter un message de paix, de solidarité et de pluralisme. La séquence nous en donne les moyens si nous savons nous en saisir, d'autant plus que jamais **l'Europe** n'a été aussi **utile et efficace** que dans ses moments de crise. C'est ainsi qu'elle a toujours avancé !

**Pour renforcer la construction européenne et lui redonner un avenir, nous proposons :**

- **De construire une Europe politique.**

Pour porter un discours fort sur l'Europe, il faut d'abord interroger notre organisation sur son rapport à l'Europe. Malgré les apparences, la position du Mouvement des Jeunes Socialistes sur l'Europe a toujours été claire : nous ne voulons pas d'une Europe du libre-échange, **nous voulons une Europe politique, c'est-à-dire une Europe des peuples et des citoyens.**

Le 29 mai 2005, 54,67% des Français ont choisi de rejeter le projet de Constitution européenne. Les jeunes socialistes - et même leurs aînés !- n'ont jamais été divisés sur le fond. Aucun socialiste, jeune ou plus âgé, n'a jamais rêvé d'une Europe dont la constitution promouvait un système économique qui mettait les hommes au service du marché et non le marché au service des hommes. Aucun socialiste, jeune ou plus âgé, n'a jamais pensé qu'une constitution européenne devait aboutir à autre chose qu'à la définition d'un régime politique, et seulement politique. En revanche, certains d'entre nous ont pensé qu'il valait mieux voter pour cette constitution car elle permettait des avancées politiques importantes. Que voter contre, c'était conserver le système honni par nous tous et donc nous tirer une balle dans le pied. D'autres pensaient que constitutionnaliser des traités économiques ne laisserait plus aucune marge de manœuvre au politique. Que voter pour, c'était accepter définitivement un système honni par nous tous, et donc nous tirer une balle dans le pied. Nous avons en réalité deux choix : nous tirer une balle dans le pied droit ou nous tirer une balle dans le pied gauche ! Et la raison à ce dilemme est simple : c'est Valéry Giscard d'Estaing qui a dirigé la rédaction de la Constitution européenne !

Voter pour ou voter contre : ce débat n'a plus lieu d'être. Qui d'autre peut porter ce message si ce n'est le Mouvement des Jeunes Socialistes, dont de nombreux adhérents ne militaient même pas en 2005 ?

L'Europe ne doit pas être un compromis permanent. Elle doit être dotée d'instances politiques afin de mener à bien des décisions européennes. Pour poursuivre son intégration, nous prôtons une **Europe fédérale qui prenne la forme d'un régime parlementaire**. Il faut en **finir** avec une **Commission** dont l'existence ne répond à aucun critère démocratique, un Conseil européen fait de tractations permanentes entre chefs d'Etat, un Conseil de l'Union européenne qui regroupent des ministres qui n'ont parfois jamais connu le suffrage des urnes.

Par réalisme, cette Europe doit être une Europe fédérale avec un **chef de l'exécutif, élu au suffrage universel**, à la tête d'une équipe composée des ministres en charge des politiques transférées au niveau fédéral : un ministre des Affaires étrangères, qui ne soit pas l'homme invisible et représentent la France et le Royaume Uni au Conseil de sécurité de l'ONU avec leur droit de veto, un ministre de la Défense, un ministre de la Justice, etc. Le pouvoir législatif doit être entre les mains d'une Assemblée européenne assurant la représentation des citoyens et d'une Assemblée de l'Union assurant la représentation de chaque Etat membre de l'Union européenne. Le poids démographique de chaque Etat doit être pris en compte par l'élection de députés européens et chaque état doit être représenté de façon égalitaire à l'Assemblée de l'Union.

La Cour de justice deviendra la **Cour fédérale de l'Union**. Elle s'imposera comme la juridiction suprême à tous les Etats membres et sera en charge de faire respecter la constitution et la **charte des droits fondamentaux** que chaque citoyen européen pourra invoquer.

Cette **Europe sera sociale** si le cadre législatif en matière économique et financière devient à terme le même pour tous les Etats membres : droit du travail, droit social, obligations écologiques et fiscalité européenne redistributrice commune à tous. L'Europe devra donc engager en priorité une politique de rattrapage économique en faveur des nouveaux Etats membres comme elle l'a fait pour le Portugal, l'Espagne ou la Grèce. Cette Europe sera sociale si les **services publics**, notamment en matière de **santé**, d'**éducation**, de **transport** et d'**énergie** sont garantis constitutionnellement. Le droit à se soigner et à s'émanciper par l'éducation ne peut être soumis aux lois du marché. Ce sont des droits fondamentaux dont chaque citoyen européen doit pouvoir bénéficier et que les socialistes doivent exiger au nom de leur idéal de progrès.

- **De défendre une politique sociale**

C'est parce que les jeunes socialistes veulent la mise en place de véritables politiques sociales qu'ils veulent les instaurer au niveau européen. **Les politiques sociales sont possibles mais n'existeront qu'à condition d'une réforme de la fiscalité européenne.**

L'Europe doit passer par une protection sociale forte en instaurant : un revenu minimum européen au pro rata du coût de la vie de chaque Etats-membres (étape nécessaire avant d'aller vers un SMIC commun), la rédaction d'un **code du travail européen** et la mise en place d'institutions pour le faire respecter, la **création d'une sécurité sociale professionnelle**, et enfin l'approfondissement du fond européen de soutien aux salariés victimes des restructurations.

Ce fond de restructuration a deux objectifs majeurs. Il doit permettre aux personnes touchées par les restructurations de vivre décemment. Le second est plus ambitieux et plus fondamental. Il doit mettre en place la reconversion des régions économiquement sinistrées. Ceci passe par la formation des personnels licenciés, par la mise en œuvre d'activités innovantes en lien avec les universités ou encore par le développement de pôle de compétitivité comme c'est déjà le cas au niveau national. Ce fond de restructuration est en partie financé par les entreprises délocalisant comme le prévoit dans le cadre des lois de certains pays membres. C'est le cas des conventions de revitalisation en France. Il faut, donc, à ce sujet **une harmonisation des lois européennes** mais aussi une participation accrue des Etats membres au financement du fonds.

Mais ce fond n'a lieu d'être que s'il existe une justification économique à la délocalisation-restructuration. Si cela n'est pas justifié économiquement, il faut permettre la mise en œuvre d'institutions qui offrent l'opportunité aux salariés de reprendre en main l'entreprise ou la branche de l'entreprise dont la fermeture était initialement prévue. Ceci nécessite l'existence d'économistes et de spécialistes dans les institutions statuant des restructurations. Si la délocalisant-restructuration est jugée illégitime, il sera offert aux salariés de reprendre en main leur entreprise sous la forme de coopération. Et, dans un premier temps, il sera mis à leur disposition des personnes les aidant à la gestion de l'entreprise en l'absence de la direction sortante et des partenariats avec les pôles de recherche seront créés. Non seulement, l'emploi sera sauvegardé, mais l'entreprise peut ainsi obtenir un nouveau dynamisme.

Il est donc, qui plus est, important de réfléchir sur l'intervention de l'Union : comment influencer sur les politiques des entreprises? Comment les inciter encore plus à limiter le rejet de gaz à effet de serre, à développer leur capacité, à produire des biens durables tout en restant à l'écoute de leurs problèmes et demandes.

- **De construire une politique budgétaire plus ambitieuse**

Toutefois, aucune politique sociale n'est possible sans moyens. Il faut pour cela revoir les **politiques fiscales** de l'Union Européenne. Par ailleurs, la révision de ces politiques fiscales doit amener à plus de justice sociale. La fiscalité est trop souvent menée au détriment des classes moyennes et des couches populaires de la population.

Il faut, à terme, parvenir à une **harmonisation fiscale**. La fiscalité est l'un des grands absents de l'édifice européen. Un tel manque revient à condamner l'Europe à n'être qu'un marché au sens conceptuel du terme, incapable de répondre aux attentes des citoyens. L'ouverture des frontières et la mobilité accrue du capital ont rendu caduque l'autonomie de nos politiques fiscales et les ont rendues interdépendantes. Il s'agit dès lors de choisir une organisation commune de la fiscalité afin de maintenir une pression fiscale homogène. Pour que l'Europe ait enfin les moyens de ses objectifs, il faut faire en sorte qu'il existe des impôts progressifs au niveau européen. **L'impôt est juste et efficace que s'il est progressif et ne se décline pas en une multitude de mesures.**

De même, il serait intéressant de revoir la fiscalité des entreprises. Celle-ci peut par exemple être liée à des critères sociaux et écologiques. Il est possible de prendre en compte l'impact écologique que l'entreprise sur son environnement dans les taxes qu'elles payent. Par ailleurs, les concepts économiques de capital humain – la formation, l'éducation que possède un individu – et celui de capital naturel – les effets de l'entreprise sur l'environnement à court et moyen terme – peuvent entrer dans une définition plus pertinente de l'impôt sur les entreprises. Les entreprises formant leurs employés et investissant dans la recherche, renforçant le capital humain, paieraient moins d'impôts. Alors que celle détériorant le capital naturel par des externalités – les dommages collatéraux de leur production pour parler cyniquement – seraient plus fortement taxées.

Il est possible d'autre part de prendre en compte la «qualité sociale» des entreprises dans leurs dépenses. Ainsi, il est possible d'augmenter leurs parts dans les cotisations sociales en fonction du nombre d'accidents du travail, du nombre de salariés considérés comme en dépression. Il faut faire que **les principes de responsabilisation et d'individualisation** des paiements en ce qui concerne les assurances maladies touchent aussi les entreprises. Cela les inciterait à prendre en compte le sort de leurs travailleurs. Le système de tarification devrait être refondu pour inciter la prévention.

Quelques pistes : évaluer les risques réels, renforcer les indemnités versés aux salariés, rapprocher les cotisations employeurs de la réalité des coûts des accidents du travail, etc. Mais cette distinction des taxations et cotisations ne concernent pas que l'assurance maladie. Il est possible de prendre en compte une «qualité sociale» de l'entreprise via le nombre de contrat à durée déterminée, le nombre d'emploi à mi-temps subis, etc. et donc d'augmenter les taxes des entreprises avec une mauvaise note.

Par ailleurs, l'Europe sociale ne sera possible qu'avec **une augmentation substantielle du budget européen**. L'Union doit se doter de la possibilité d'emprunter. En l'absence d'un gouvernement économique, nous devons institutionnaliser l'Eurogroupe afin de créer un pilotage macro-économique de la zone euro. L'Europe a besoin d'une politique économique définie avec ses objectifs et ses moyens propres. Ainsi la réunion des ministres des finances de la zone euro doit avoir les pleines compétences juridiques pour arrêter la politique économique de la zone euro. Ils doivent élire un président stable, qui sera le ministre des

finances de l'Europe. Et qui en accord avec les ministres qui l'ont élu et avec le Parlement européen fixe la **politique économique européenne**.

- **De réorienter la politique économique pour plus d'efficacité**

S'il est entendu qu'il faut une politique économique et sociale de l'Europe et que celle-ci n'est possible que grâce à des moyens budgétaires et financiers, comment rendre cette politique efficace?

Il apparaît nécessaire de **réviser les statuts de la Banque centrale européenne (BCE)**. Celle-ci a pour objectif premier de prêter de l'argent aux banques centrales nationales et aux banques en général. Par là, elle fixe les taux d'intérêts qui s'appliquent aux banques et par répercussion aux usagers mais surtout elle veille sur la stabilité des prix. Cette stabilité est cruciale en économie. Elle a un rôle dans la croissance des économies, dans la consommation des ménages, dans l'efficacité des politiques économiques – budgétaires ou monétaires – mises en place par les gouvernements. Par exemple, la BCE peut ainsi imposer aux Banques d'avoir plus de réserves monétaires à la BCE ce qui permet leur solvabilité en cas de crise et qu'elles soient plus prudentes sur leurs jeux spéculatifs.

La BCE a un objectif majeur actuellement : la stabilité des taux d'intérêts et surtout la stabilité du taux de change. En clair, elle doit faire en sorte que l'euro ait une valeur constante par rapport aux autres monnaies. Il ne doit pas perdre en valeur ce qui serait mauvais pour l'économie européenne. Cela amènerait un tassement des prix, une baisse des importations, de la consommation et aurait de graves conséquences en termes d'emploi.

Toutefois, il faut lui adjoindre un deuxième objectif : elle doit **soutenir la croissance économique**. Elle devra donc combiner les deux objectifs comme le fait la Réserve Fédérale américaine (FED). La prise en compte de l'**objectif de croissance et d'emploi serait un signe politique fort**. Il ne s'agit pas de revenir sur l'indépendance de la banque centrale, systématique dans toutes les grandes démocraties. Ce qu'il faut, c'est tout simplement un alignement sur les statuts qui existent dans les autres pays et qui ont fait la preuve de leur efficacité. L'indépendance prouve qu'elle ne peut plus être utilisée comme instrument démagogique. Il serait facile sans indépendance des Banques Centrales de mettre en place des politiques de court terme électoralistes visant uniquement à donner l'illusion d'une reprise rapide de l'activité économique. L'indépendance est donc gage d'une confiance primordiale sur les marchés et permet la mise en place de politiques de long terme. Ce n'est pas pour autant que la BCE ne doit pas rendre des comptes et mener de façon la plus transparente possible ces actions.

Par ailleurs, pour s'opposer à la spéculation par l'investissement, la Banque européenne d'investissement (BEI) doit faire du **crédit d'investissements** dans d'importants projets d'infrastructures ou en faveur des PMI/PME innovantes. Selon ses statuts, la BEI, dont les capitaux sont souscrits par les États, peut prêter à hauteur de 250 % ses capitaux propres qui atteignent actuellement, près de 165 milliards d'euros. **Ceci permettrait un véritable coup de pouce à l'économie européenne.**

#### 4. Repenser notre modèle de développement économique pour affronter les défis du XXI<sup>e</sup> siècle

Face à la crise financière, économique, sociale, écologique... nous devons inventer de nouvelles réponses pour construire un modèle de développement à visage humain, au service de l'émancipation de la personne humaine.

##### *a. nous devons mettre à jour nos analyses économiques*

#### **Le développement durable fait partie intégrante du projet socialiste.**

La notion de développement durable a pris aujourd'hui une place considérable dans la société, et la prise de conscience populaire que nous préconisons est enfin arrivée, comme en témoigne le score jamais atteint auparavant par les écologistes aux dernières élections européennes, ou le succès - relatif - du Grenelle de l'environnement l'année passée. Mais il semble nécessaire de s'accorder sur la notion même de développement durable.

**Le développement durable** n'est pas une forme modernisée de l'écologie. Bien loin des thèses radicales, il permet d'envisager une perspective de développement par le progrès économique, tout en prenant pleinement en compte la **protection de l'environnement** et en garantissant des conditions sociales décentes pour les salariés. Il est en effet la **conjonction d'une sphère économique, d'une sphère sociale, et d'une sphère environnementale**. Le développement économique ne pourra donc être qualifié de durable que s'il est à la fois socialement équitable et écologiquement soutenable.

Cependant, le socialisme est fondamentalement différent de l'écologie politique. Le socialisme n'est pas et ne sera jamais un écologisme politique.

L'écologisme politique fait une erreur d'analyse un peu semblable à celle des commentateurs philosophiques qui prétendent qu'Emmanuel KANT a fait, en 1784, dans son idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolite de « l'insociable sociabilité », c'est-à-dire « leur inclination à entrer en société, inclination qui est cependant doublée d'une répulsion générale à le faire, menaçant constamment de désagréger cette société » une condition nécessaire à l'histoire et donc au progrès. KANT pensait plutôt que cette nature antagoniste de l'homme était un moteur de l'histoire. Il disait exactement « c'est cette résistance qui éveille toutes les forces de l'homme, le porte à surmonter son inclination à la paresse et, sous l'impulsion de l'ambition, de l'instinct de domination ou de cupidité, à se frayer une place parmi ses compagnons qu'il supporte de mauvais gré, mais dont il ne peut se passer. »

En tant que socialiste, nous pensons que l'homme est **un moteur du progrès**, pour bien d'autres raisons évidemment. Si l'objectif du socialisme est le progrès, cet objectif ne peut contenir la préservation de notre planète (et même de l'espace, fortement encombré de satellites en tout genre), qui n'est qu'une condition nécessaire. Logiquement, la condition est première, politiquement elle ne peut être que seconde. Ce n'est pas la planète qui fait le progrès, c'est l'homme, et toujours l'homme.

Oui, les socialistes, parce qu'ils veulent faire poursuivre au progrès son chemin, doivent prendre conscience que les conditions nécessaires doivent être remplies. Mais, pour paraphraser Dali, (paraphrasant Flaubert), qui ne faisait pas de l'art pour l'art mais pour la beauté, nous ne faisons pas de la préservation de la planète pour la planète mais pour le progrès et pour les hommes.

Ce préalable n'empêche pas d'être de véritables écologistes. Au contraire, il confère à la préservation de notre planète un statut particulier, et donne à ce combat une toute autre

dimension, loin du radicalisme des amoureux de la décroissance et de la Terre-sanctuaire. La Terre n'est pas notre sanctuaire. La Terre est notre terrain de jeu. Notre objectif, dans l'absolu, ne peut pas être de ne plus prendre l'avion pour limiter les émissions de gaz à effet de serre mais d'inventer l'avion qui utilisera une source d'énergie qui n'émette pas de gaz à effet de serre !

Ce n'est qu'une fois ce préalable partagé, diffusé, promu par les jeunes socialistes, que nous pourrions définir ce que doit être le modèle économique de nos sociétés post-modernes et défendre une croissance durable au service de l'homme.

**Une telle démarche induit irrémédiablement de repenser notre système de production de manière globale, tant au niveau local que mondial.** La domination économique des occidentaux a, pendant longtemps, permis une appropriation bon marché des matières premières et des ressources énergétiques, comme le pétrole. Cette gestion mondiale des ressources est la cause directe d'un développement socialement inéquitable, principal coupable des inégalités Nord/Sud. La démocratisation de l'accès à ces ressources, comme en témoigne l'augmentation relative du niveau de vie en Inde ou en Chine, permet un rattrapage social, mais conduira inévitablement à une gigantesque débâcle environnementale. Nos ressources naturelles sont limitées, la capacité de résistance de notre planète aux pollutions également.

La puissance publique ne pourra pas à elle seule atteindre un développement durable abouti. Le développement durable devra donc être **une synergie, un compromis**, auquel l'ensemble des acteurs, **publics comme privés**, devront participer. Industriels, entrepreneurs, consommateurs, ONG, citoyens devront prendre part à cette démarche transversale et participative.

Ce concept fait appel aux **fondamentaux du socialisme : partage des richesses, solidarité, égalité, démocratie, responsabilité individuelle**. Il est donc vital que les socialistes se l'approprient d'une manière plus forte et plus claire que ce qui a été fait jusqu'à présent. Il nous faut donner du corps, du sens à toutes ses notions et continuer à les expérimenter grâce au soutien notamment des collectivités territoriales. Elles ne doivent pas être le cache sexe de simples actions sectorielles en faveur de l'environnement, ou pire encore, un simple cosmétique électoraliste. Le développement durable doit nous pousser à sortir de nos complexes sans fin sur l'économie de marché et à adopter clairement et définitivement une identité réformatrice.

Le relatif succès du Grenelle de l'environnement ne doit pas nous démobiliser, car certaines mesures phares du gouvernement, telles que la prime à la casse ou la taxe carbone, servent à cacher une réalité difficile à assumer. En effet, la France a déjà pris un retard considérable en matière d'**énergies renouvelables** et de lutte contre le **réchauffement climatique**.

Alors n'oublions pas que le développement durable doit irriguer sa politique de manière **transversale et globale**, en reprenant ses deux fondamentaux: le principe d'**intégration**, qui conduit à ce qu'une décision soit toujours précédée d'une évaluation des conséquences écologiques et sociales qu'elle pourrait susciter; et le principe de **participation**, qui doit permettre d'impliquer le plus grand nombre d'acteurs possibles concernés par la prise de décision, y compris les acteurs privés, l'action étatique étant de loin insuffisante, quoi que nécessaire.

**La puissance publique n'a pas vocation à se substituer au marché mais à le réguler.**

Il y a bien longtemps que **les socialistes français ont accepté d'agir dans le cadre de l'économie de marché.** Pour preuve, notre rapport au marché est clairement défini quand on sait que les plus belles réussites économiques du pays des vingt-cinq dernières années sont à mettre au crédit des Gouvernements socialistes. Quand Lionel Jospin était Premier ministre, la croissance française était de 2% alors que la croissance de la zone euro et du reste du monde était inférieure ! En 1996, France Telecom était la 174<sup>ème</sup> entreprise mondiale pour devenir après sa privatisation partielle par Lionel Jospin en 2002, la 21<sup>ème</sup> entreprise mondiale en terme de compétitivité ! C'est donc une grave lacune de s'interroger encore sur notre rapport au marché car un parti comme le nôtre doit savoir s'adapter aux réalités quand elles changent, aider la société à voir et comprendre ses transformations pour proposer des voies adéquates au développement et à l'innovation.

Si nous devons reconnaître le **rôle et l'efficacité du marché** dans la production de richesses, sa capacité à répondre à de nombreux besoins, **son échec réside dans le lien entre le marché et les citoyens, entre le marché et les consommateurs.** Nous ne considérons pas et nous ne cautionnerons pas un marché capitaliste et un marché financier qui n'assurent en rien le développement harmonieux de l'économie et plus globalement des sociétés. **En aucun cas** les socialistes ne doivent favoriser et aider à **la financiarisation de l'économie globalisée** qui vise à mettre en place notamment au niveau étatique des logiques de court terme, néfastes pour la mise en œuvre de notre politique économique: une politique économique solidaire, qui place le groupe au-dessus de l'individu et qui respecte un **marché durable, écologique et social.**

Le rôle des pouvoirs publics n'est pas de créer de la richesse mais de mettre en place les conditions optimales pour la création de la richesse. On ne peut pas demander à l'État d'intervenir de moins en moins, et de l'autre côté lui réclamer sans cesse plus pour les entreprises. Les milliards d'aide aux entreprises doivent servir à des fins plus utiles car, on ne peut réclamer le libéralisme économique d'un côté et demander de l'autre l'interventionnisme de l'État dans les secteurs soumis à la libre concurrence.

Face à la crise, le modèle économique actuel atteint ses limites. Ceux qui prônaient l'autorégulation, notamment le candidat Sarkozy, ont eu gravement tort. La crise l'a douloureusement prouvé. Tous les pays se sont résolus à intervenir dans l'économie de marché, à réguler le marché pour limiter ses conséquences parfois catastrophiques, ce qui donne une nouvelle pertinence aux idées progressistes.

Il faut une économie au service des hommes, non des hommes au service des marchés. Pour arriver à cet objectif, et c'est là la grande différence avec le paradigme néolibéral qui croit en la toute-puissance de l'individu et donc du marché, il faut **le réguler par l'intermédiaire des pouvoirs publics.** Qui plus est, il est indispensable d'affirmer comme préalable que certains secteurs économiques ne doivent pas être régis par la libre concurrence: l'éducation, la santé, l'énergie et les transports, etc. Parce que **la concurrence conduit forcément à des inégalités** entre les acteurs, ces secteurs ne peuvent être soumis à ses lois.

**b. Pour une économie au service de l'homme, nous proposons un nouveau modèle d'intervention publique**

**Investir dans l'éducation, la santé, et la protection sociale.**

Une société conduite par le seul marché serait irresponsable et ne serait tout simplement pas une société qui respecte l'homme et le développement durable. Parce que sans **l'engagement économique fort de l'État, dans les infrastructures, dans l'éducation, l'énergie, les transports, la santé**, le marché débouche tout simplement sur le sous-investissement et entraîne la panne généralisée du moteur, sur une société toujours plus inégalitaire et toujours plus injuste.

Il est nécessaire d'affirmer que l'investissement des pouvoirs publics n'a pas de prix et que, comme le soulignait Joseph Schumpeter, une économie se développe quand il y a de l'activité économique, c'est-à-dire de l'emploi, de l'investissement et des entreprises compétitives. Jamais aucun flux financier ne remplacera la politique économique menée par les pouvoirs publics et l'investissement public. Car si **l'État ne peut pas tout, il peut encore beaucoup**.

Le **budget de l'État** doit avoir comme priorité **l'Éducation, l'Enseignement supérieur et la Recherche**, principales sources d'innovation et de développement qui permettront à nos entreprises de retrouver leur compétitivité. La deuxième priorité budgétaire doit être la **santé** et le **logement** pour permettre à chacun, quel que soit son lieu d'habitation ou son niveau de revenus, d'avoir un accès et une qualité de soins d'exception ainsi qu'une qualité de vie digne. La troisième priorité budgétaire doit être le transport, l'énergie, le développement durable avec la mise en place d'une **fiscalité écologique**, seule mesure à même d'impacter dans de larges proportions sur la préservation de notre environnement. Afin de favoriser la **création d'emploi**, pour passer d'un chômage de masse à un chômage résiduel, il faut mettre en place un budget équilibré permettant d'encourager **l'emploi des jeunes**, des seniors et des peu qualifiés, en créant 1/3 d'emplois aidés dans l'économie française qui ont été supprimés dès son arrivée au pouvoir par le Président de la République.

**Redéployer l'agriculture vers des modes raisonnés de production.**

En matière d'agriculture : pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le potentiel des surfaces agricoles est aujourd'hui atteint. Pour produire plus, il convient donc de trouver d'autres solutions. En 2050, il faudra nourrir 2,5 milliards de personnes supplémentaires. Les «émeutes de la faim» sont redevenues un quotidien dans certains pays. Les conséquences de la crise économique risquent d'engendrer des conflits violents en vue de l'accès à la nourriture dans de nombreux pays du tiers monde dans un avenir proche. L'«arme verte» sera un facteur de stabilisation ou de déstabilisation de la planète.

Or, nous sommes actuellement confrontés à un **défi environnemental**. Cela nous pousse vers des solutions moins «productives». Alors que la Chine, L'Inde, le Brésil ou les USA ont optés pour la culture d'OGM, l'Europe s'y refuse. Parallèlement, les normes environnementales progressent vers une **diminution de l'utilisation de produits phytosanitaires**. En France, l'agriculture est confrontée à un changement de système – la libéralisation à tout craindre – tant par le financement européen centré sur les cultures à valeur ajoutée et par la hauteur des coûts de main d'œuvre. Bref, en France, l'agriculture pourvoyeuse d'emplois est en train de mourir. Or, c'est historiquement pour la France un secteur stratégique : la filière agroalimentaire, et les groupes d'hypermarché qui s'y adossent, vont être fragilisés. C'est donc, après le départ de l'industrie de main d'œuvre, le risque de la **fin d'une agriculture de main d'œuvre** comme le maraîchage, l'horticulture, et l'arboriculture, etc.

La course au productivisme agricole et une agriculture intensive construite sur un hyper-machinisme et l'usage courant des ressources des engrais a montré ses limites. L'agriculture de demain doit répondre à des enjeux nouveaux. Elle doit permettre **l'indépendance alimentaire de l'Europe**, elle doit permettre aux consommateurs de manger et boire des produits de qualité à des coûts raisonnables, elle ne doit pas sacrifier la nature en l'exploitant de manière forcenée et elle ne doit pas se développer au détriment des autres pays. Bref, le développement d'un nouveau modèle agricole s'avère nécessaire, conciliant besoin de la population, réponse environnementale, indépendance nationale, emploi et développement économique dans une économie mondialisée.

Ces différents objectifs ne sont atteignables que dans la perspective d'**une réforme de la PAC** et de la mise en place d'une **agriculture raisonnée**. Celle-ci évite le piège d'une agriculture bio chère et bien peu productive. Elle s'appuie sur les avancées techniques, biologiques mais aussi chimiques afin de promouvoir une révolution doublement verte : **l'augmentation des productions agricoles** et la **sauvegarde des écosystèmes**. Cela signifie produire en lien avec un écosystème particulier, arrêter de produire à contre-saison, etc. Ces réponses s'articulent dans une logique d'aménagement du territoire – richesses naturelles, emploi, développement – mais également à l'échelle de la compétition mondiale en lien avec l'industrie agroalimentaire. Pour cela, la France doit s'engager dans une promotion de l'agriculture raisonnée.

Mais cette agriculture raisonnée doit aussi être l'occasion de mener une **réflexion sur la profession d'agriculteur**. Les conditions de travail de ces populations ont rarement été pensées et il est nécessaire de **reconnaître les compétences** de ces personnes et de leur assurer des **conditions de vie décente**. Par ailleurs, le développement d'une telle agriculture ne pourrait se faire sans la recherche et notamment l'INRA.

## Repenser l'entreprise

Les visions stéréotypées n'ont plus leur place. Il faut donc de nouveau affirmer que **l'entreprise** doit être le moyen de **créer des richesses**. Ces richesses créées, qu'elles soient appelées valeur ajoutée ou plus-value, doit revenir aux salariés tout comme au capital qui a été nécessaire à la création de richesse. Ce qui pose problème, ce n'est pas la rémunération du capital mais sa **sur-rémunération**. Une économie est viable si la plus-value est distribuée entre le facteur travail, le facteur capital et qu'une troisième partie est utilisée afin d'investir. Il est nécessaire de réhabiliter le véritable esprit d'entreprise. Il faut réhabiliter le **véritable esprit d'entreprendre** même si l'organisation régulée de l'économie de marché doit être une priorité. Le travail a toujours été une valeur de gauche. La richesse est créée par l'addition d'actions individuelles, il ne saurait pas être extravagant que **la finalité du travail soit collective**. C'est d'ailleurs la signification première du mot entreprise. Il n'y a que des entreprises collectives. Le véritable esprit d'entreprise, c'est quand **les rémunérations** sont les résultats du travail fourni et que les salariés sont fiers d'être **unis autour d'un projet commun**. Les salaires faméaux de certains chefs de grandes entreprises sont à décourager le patron d'une PME ou d'une PMI, l'artisan, le commerçant qui, pour des rémunérations bien plus modestes, contribuent tout autant à la bonne marche de l'économie française!

Mais repenser l'entreprise veut aussi dire repenser la vie entreprise. Celle-ci a évolué, le **management** et le «**nouveau productivisme**» pour reprendre un terme d'Askenazy ont changé les façons de fonctionner des entreprises. Il faut donc penser le mal-être en entreprise. Ce mal-être est lié à la diffusion du nouveau productivisme. Ce climat délétère est le fait de la prise en compte insuffisante du **problème de la santé et de la sécurité au travail par les employeurs**. Ces problèmes ont des coûts personnels incommensurables mais aussi des coûts macroéconomiques colossaux. Il n'y a pas de fatalisme, un autre

équilibre économique peut être atteint. Les conditions de travail et de la santé au travail peuvent s'améliorer sans remettre en cause le «nouveau productivisme». Pour cela, il faut rénover les questions de travail que se soient par une **mobilisation des salariés**, par des **pressions syndicales**, ou encore par une réforme de la Sécurité sociale – ayant un effet incitatif sur les entreprises – qui ferait payer aux firmes le coût réel de leur dangerosité. Ceci conduit à **repenser le rôle des syndicats dans les entreprises** mais surtout à comprendre l'engagement syndical de demain. Il est possible de produire toute sorte de critiques sur les syndicats mais il ne faut jamais perdre de vue qu'ils doivent être **un élément sur lequel s'appuient les politiques socialistes**. Prendre en compte les corps intermédiaires de la société et la société civile ne peut se faire en ignorant les syndicats. Des questions se posent donc, comment revitaliser le syndicalisme et comment faire que les gens se syndiquent dans les petites entreprises?

Par ailleurs, il faut **réformer la législation des SCOP** (société coopérative de production) pour les rendre plus faciles d'accès et favoriser leur émergence. Repenser un nouveau modèle de société passe aussi par une réforme de l'entreprise où les salariés seront mieux pris en compte. Dans le même sens, il faut réfléchir à des processus menant à ce que dans les conseils d'administration les salariés représentent un tiers des voix pour qu'ils aient une minorité de blocage.

Ainsi, la société de demain, celle dont, en tant que jeunes socialistes, nous aspirons, ne pourra donc se faire sans une économie humaine, juste, dynamique, mais régulée. Mais au delà même du marché, toutes ces réflexions et propositions n'auraient aucun sens si, par malheur, nous perdions de vue notre objectif identitaire commun : se battre pour l'émancipation de chacun.

# Créer un nouveau modèle de société, pour réduire en profondeur les inégalités et permettre l'émancipation de chacun

Face à une droite renouvelée dans son corpus idéologique, avec un projet de société fort, assumé et clairement identifié, il est du devoir des jeunes socialistes de poser une réflexion sur ce qui doit constituer le modèle de la société dans laquelle nous voudrions vivre. Parce que nous sommes socialistes nous sommes attachés à l'idée que **l'éducation est le premier**, le plus efficace et le plus durable **des leviers** pour façonner une société de femmes et d'hommes libres. Parce que nous sommes militants, nous nous intéressons à l'évolution de la place de la politique dans la société et nous interrogeons son rôle. Enfin parce que nous sommes jeunes, nous aspirons à ce que notre mouvement accompagne les débats contemporains et leur donne le cas échéant une ouverture politique.

## 1. L'éducation, au cœur de notre modèle de société

Depuis plusieurs années, **les gouvernements de droite sapent l'avenir de l'Education Nationale** et ses missions. Il n'est pas étonnant de voir la jeunesse dans la rue pour manifester contre le manque d'enseignants, d'options, de locaux... Bref de moyens ! Ne nous voilons pas la face, le système éducatif français est en panne. Le constat est d'autant plus flagrant que ses premières victimes sont les jeunes les plus défavorisés. En effet, la droite prend autant de libertés dans la détérioration du système éducatif. Le phénomène de reproduction sociale est aujourd'hui plus que jamais à l'œuvre en favorisant quasi-systématiquement la réussite de ceux qui y entrent en position favorable.

### *a. Notre système éducatif n'est plus au service de nos idéaux*

C'est pourtant **l'école** qui doit être le **véritable vecteur d'émancipation sociale**. Le système éducatif a pour but de donner à chacun une juste éducation, quel que soit son milieu d'origine. Le constat est alarmant car dès l'école maternelle les difficultés s'accumulent. Les écoles maternelles et primaires sont de moins en moins en capacité d'accueillir tous les élèves faute de classes et d'enseignants disponibles. Quant au collège que nous connaissons, il laisse chaque année de plus en plus d'élèves sur le bord de la route sans être capable de les conduire vers une formation diplômante et qualifiante. Face à cette crise du système scolaire, nous devons proposer une alternative forte s'appuyant sur l'idéal d'une **école publique, laïque, républicaine et égalitaire**.

Les débats que nous avons entre nous sur l'éducation sont parfois vifs, nourris de notre expérience individuelle et d'un débat continu dans le mouvement de jeunesse depuis ses origines. Aujourd'hui le consensus se fait sur le **double objectif d'émancipation de l'individu par l'école** mais aussi **d'intégration dans la sphère sociale** et l'emploi grâce à la formation initiale; puis, depuis quelques années, grâce à la formation tout au long de la vie. Le débat n'est plus seulement celui des fondamentaux partagés par la collectivité de manière descendante, mais l'heure est à la construction, grâce à la collectivité, de parcours de vie pour chaque individu. Là le consensus s'effrite, mais le constat est le même : le système éducatif aujourd'hui donne des signes de faiblesse quant aux garanties offertes à la jeunesse de s'insérer dans la société, c'est-à-dire, d'être libre de ses choix, mais aussi capable de s'adapter aux aléas du monde du travail. Notre sujet d'inquiétude doit donc être

de renouer avec la confiance dans l'apport de l'éducation secondaire et supérieure dans le parcours de vie.

## **La démocratisation de l'enseignement a échoué à réduire les inégalités**

Si **la droite** a pu si facilement **démanteler notre système éducatif**, c'est que la démocratisation portée par la gauche a en réalité été un échec. Il faut en avoir conscience. La reproduction sociale est toujours aussi forte. Pourtant jamais autant de jeunes français n'ont accédé au premier diplôme universitaire, le baccalauréat. Cependant, dans le même temps, les portes de nos grandes écoles sont fermées à double tour aux enfants des classes sociales les moins favorisées. La raison a été mainte fois expliquée : l'école telle qu'elle fonctionne aujourd'hui ne remplit pas et n'a pas les moyens de remplir sa mission d'éducation. **Le système éducatif est devenu un système de sélection.** Le système scolaire favorise la réussite, dans des proportions inacceptables les enfants déjà favorisés. L'école du mérite est un leurre, car les heureux élus ont la plupart du temps le seul mérite d'être bien nés et, par voie de conséquence, d'être les mieux adaptés au système. Il faut redonner à chaque enfant la chance de prouver qu'il peut lui aussi être méritant.

Comme le système éducatif français, du plus jeune âge et tout au long de la vie, doit être la priorité, le budget de l'Etat devra être construit en fonction de cette priorité. Le budget de l'Etat devra être construit une fois les budgets de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche fixés.

## **Nous devons refaire de l'école un vecteur d'émancipation sociale et de pédagogie innovante**

Nous devons porter l'idéal de **l'émancipation de chaque enfant**. Cet objectif ne sera atteint que lorsque l'enfant sera au cœur du système éducatif, **véritable acteur de son propre développement**. Le système éducatif (parents, enseignants, éducation nationale) doit faire en sorte de converger, non pas vers une sélection, mais vers la mise en valeur, la reconnaissance et le développement des potentialités de chaque enfant.

Si nous ne considérons pas pour autant que l'enseignement traditionnel par discipline soit dépassé, il va de soi que **cette nouvelle vision de l'éducation nécessite une multiplication des approches pluridisciplinaires**. Un cloisonnement trop traditionaliste des enseignements constitue, pour de nombreux élèves, un obstacle à la compréhension du sens général de leurs études, ainsi qu'à la perception du lien entre ces mêmes études et la société dans son ensemble. En apprenant à recontextualiser des savoirs disciplinaires autour de problématiques données, l'école se réapproprie alors un but fondamental, plus ce que jamais nécessaire : **renforcer l'autonomie intellectuelle des individus**.

### ***b. Nous devons réorganiser notre système scolaire pour remettre l'élève au cœur du système éducatif***

## **Faisons de notre système scolaire un moyen de réussite pour tous les élèves**

Le **redoublement**, qui constitue une **double peine éducative**, doit être remis en cause : sa suppression pourrait permettre le redéploiement d'1 milliard du budget de l'Education, vers des mesures éducatives d'accompagnement et de suivi. Le cycle d'apprentissage doit être adapté au rythme d'apprentissage de l'enfant avec le souci de toujours accorder plus d'attention à ceux qui en ont le plus besoin.

## **De la maternelle à l'enseignement supérieur il faut lutter contre la reproduction des inégalités**

L'école doit permettre de **donner les mêmes chances** à tous en prenant en compte les différences résultantes des milieux sociaux d'origine. Pour cela, il y a l'outil Education Nationale et le cadre du **socle commun de connaissance**, mais il y a aussi l'**impératif de mixité sociale** à l'école. A ce titre, nous devrions dresser un premier bilan de la fin de la sectorisation telle qu'elle avait été conçue. Ensuite, nous proposons, afin de réduire les inégalités à la racine, la création d'un **service public de la petite enfance**. Parce que c'est à l'âge de l'apprentissage de la langue, des premiers temps de la socialisation de l'enfant que l'on peut le plus pour lutter contre les mécanismes de reproduction sociale.

Il faut défendre l'idée que le système scolaire doit accueillir les enfants dès le plus jeune âge : **nous sommes favorables à la scolarisation dès 2 ans**. Les premières années de la vie d'un enfant définissent l'axe de développement de ses années futures. La scolarisation actuelle en maternelle et en primaire doit donc être regroupée en un cycle primaire. Ce cycle primaire aura pour mission d'apprendre aux enfants à savoir communiquer en français et en anglais, à compter, à savoir vivre ensemble et à savoir créer.

A la sortie du cycle primaire, après 9 ans d'éducation, les enfants entreront dans le cycle secondaire jusqu'à l'âge de 16 ans. Pendant ce cycle secondaire (organisé selon la même logique: pas de redoublement, équipe pédagogique, et temps d'apprentissage adaptés aux élèves), les élèves devront acquérir des connaissances classiquement enseignées au collège mais aussi des **connaissances techniques** afin de **revaloriser ces filières**, notamment à l'heure du premier choix d'orientation. Dans l'évaluation de chaque élève, l'acquisition de ce type de savoirs sera prise en compte, tout comme les activités sportives, culturelles et créatives. C'est seulement à 16 ans, une fois le cycle secondaire terminé, que doit intervenir la première orientation scolaire, les points de bifurcation étant, comme le démontre de nombreuses analyses de notre système éducatif, fortement discriminatoires. Cette orientation scolaire permettra aux élèves d'entrer soit dans un cycle de deux ans préparatoire au baccalauréat général, soit dans un cycle de deux ans préparatoire au baccalauréat professionnel. **100% d'une classe d'âge devra accéder au premier diplôme universitaire, le baccalauréat, l'école étant obligatoire jusqu'à l'âge de 18 ans**. Alors que l'espérance de vie a augmenté considérablement, il est nécessaire de redéfinir les cycles de vie. Les individus seront sans doute amenés à travailler plus tard dans leur vie (au-delà de 60 ans) mais, en contrepartie, ils entreront plus tard et mieux formés sur le marché du travail.

Afin d'offrir aux étudiants la meilleure formation possible, **les universités françaises doivent devenir des universités d'excellence au niveau mondial**, tant au niveau de la **formation** que de la **recherche**. Une des premières mesures pour les socialistes doit être de **réintégrer les grandes écoles françaises dans les pôles universitaires**. Ecoles de commerce et d'administration dans les universités de Sciences humaines, écoles d'avocat et de la magistrature dans les universités de droit, écoles d'ingénieur dans les universités de Science. Cette mesure permettra aux universités de tisser les partenariats qui lui font aujourd'hui défaut avec le monde du travail et de retrouver comme par miracle un classement d'excellence au niveau des critères de Shanghai qui sont, bien qu'ils soient contestables, la norme mondiale. Dans le cursus universitaire, une journée par semaine sera dédiée à une **unité d'enseignement libre**, tout comme une année de **formation à l'étranger** sera obligatoire.

## **Le financement de l'éducation doit garantir l'égalité des chances de tous**

En tant que jeunes socialistes, nous restons circonspects face au développement du secteur privé dans l'éducation et le renforcement de son financement public. **La défense de l'école laïque** reste sans aucun doute un sujet de consensus à gauche et chez les jeunes socialistes. Pourtant, nous sommes restés bien silencieux quand les maires ont été sommés de payer la scolarité des enfants habitants leur commune dans les établissements privés.

Le développement des réseaux marchands de soutien scolaire, sous forme non associative, dans le moment même où l'éducation populaire est attaquée doit nous poser question, soulever notre colère, notamment du fait de la **mise à mal du principe de gratuité**.

Le **système boursier** doit être repensé pour faire correspondre les critères à ceux dont la famille peine le plus pour financer des études supérieures. A la différence de l'allocation d'autonomie, cette refonte du système boursier n'entraîne pas l'attribution d'une somme d'argent sans distinction de ressources. Il s'agit d'ouvrir les plafonds d'aides et de les rendre efficaces et incitatifs.

En parallèle, un prêt étudiant d'Etat ou **allocation de formation** permettra aux étudiants ne pas avoir à travailler en complément de leurs études. Ce prêt, accordé sous condition de ressources, sera délivré par le Ministère de l'enseignement supérieur, à un taux de 0%. Le remboursement sera progressif, indexé sur l'inflation, et décalé à l'entrée sur le marché du travail ou à un niveau de ressource suffisant. Il pourra également être utilisé dans le cadre de la formation continue, si la personne souhaite développer de nouvelles compétences et savoirs.

### ***c. Une éducation qui ouvre le champ des possibles de chaque individu***

La rédaction de ce texte se tient à quelques heures de l'annonce par le Président de la République de la énième réforme du lycée. A la suite du rapport remis par Richard Descoings (qui avait déjà œuvré pour la transition entre l'éducation secondaire et les grandes écoles), il a fallu que la droite étende le raisonnement sur les expérimentations prônées par le médiatique directeur de l'IEP de Paris. Utilisées par la droite, les expérimentations arrivent à une définition renouvelée du mérite républicain, une définition qui ne peut pas être la nôtre. Nous pensons que la jeunesse mérite mieux qu'une mise en compétition systématique des filières, sans parler des demandes d'orientation de plus en plus prématurés (15 ans, pour certains !) au détriment des aspirations, des identités, et des compétences de chacun.

## **Promouvoir de nouveaux apprentissages**

Nous préconisons d'autre part un **nouvel apprentissage des langues** à l'école, davantage basé sur l'expression et la compréhension orale. Le retard des jeunes français en la matière est important si l'on considère les autres pays européens. Ainsi donc, il nous semble indispensable de favoriser des dispositifs d'apprentissage plus collectifs, plus participatifs, ainsi que faciliter l'organisation de voyages à l'étranger. A ce titre, il ne nous paraît anormal que les seuls diplômes d'anglais reconnus professionnellement en France (TOEFL et TOIEC) soient délivrés hors système scolaire, qui plus est, à titre payant.

D'un autre côté, un mouvement nouveau se fait jour et nous avons le sentiment qu'il doit être accompagné pour ce qu'il est - un facteur d'identification collective et un lien supplémentaire créé entre les jeunes et l'école : l'apprentissage des langues régionales dès

le plus jeune âge. Il ne s'agit pas simplement de perpétuer un folklore, ou de mettre à bas le principe républicain, mais d'une part de développer des facilités très tôt pour le **multilinguisme**, et d'autre part d'ouvrir des **champs culturels divers** au sein même de l'école républicaine.

### **Assurer l'insertion professionnelle des élèves**

Du lycée à l'université, l'éducation telle que nous la concevons, moderne et innovante, doit savoir concilier émancipation individuelle et **insertion professionnelle**.

Ainsi, Le **problème des débouchés** qui se pose déjà au niveau des lycées, est particulièrement criant en ce qui concerne la filière littéraire, en perte d'effectifs depuis quelques années du fait d'un manque de valorisation, d'une image sans débouchés professionnels. Cela implique bien sûr d'agir pour une revalorisation de cette filière, en agissant sur la perception que le monde de l'entreprise peut en avoir, mais, ne soyons pas angéliques, aussi sur la manière dont les étudiants l'abordent: le choix d'une filière n'interdit rien. Les licences de sciences humaines, principaux débouchés de la filière littéraire, pourraient elles mêmes régler leur problème de débouché en automatisant davantage les orientations des étudiants licenciés vers des masters professionnels ou des grandes écoles. Il pourrait être intéressant aussi de valoriser les doubles cursus ou les formations avec diverses options, y compris à priori contradictoires (pourquoi si peu de double cursus sciences fondamentales, comme les maths /philosophie, sciences de la vie et de la terre/géographie).

Aujourd'hui les **modes de recrutement de l'entreprise** sont à la croisée des chemins : les formations n'étant plus spécifiquement adaptées aux besoins, les entreprises jugent de plus en plus les candidats sur leur capacité à démontrer une cohérence dans leur parcours, un projet professionnel construit, en dynamique. Mais trop souvent encore, ce sont les données académiques et le simple diplôme qui, fautes de références communes récentes, déterminent la capacité d'intégration dans l'entreprise, le niveau de rémunération et les opportunités de carrières. Non que nous bannissons la question de la concurrence face au marché du travail mais nous interrogeons la capacité de l'éducation à favoriser cette approche en concentrant le tir uniquement sur le diplôme à obtenir et pas sur l'apport de ce diplôme et parmi toute l'expérience de vie acquise, toutes les compétences agglomérées au cours d'un minimum de 10 ans passé dans le système scolaire. C'est là-dessus que la confiance dans le système scolaire doit aujourd'hui se fonder, et cela permettrait de ne pas avoir à réfléchir à la rémunération des heures de présence des élèves pour lutter contre l'absentéisme.

Ainsi, afin de préparer de la meilleure des manières l'insertion professionnelle des étudiants, nous proposons **le renforcement**, au sein même des universités, des **cellules d'insertion qui facilitent le contact entre professionnels et étudiants**. Ce service permettrait à ceux qui le souhaitent de participer à des stages sur le terrain, de courte ou de longue durée, ayant pour but une insertion rapide mais durable sur le marché du travail au sortir des études, mais également du dialogue entre jeunes et entrepreneurs. Et nous y revenons, les références communes récentes manquent: elles sont à inventer, elles ne peuvent se contenter des antagonismes qui opposent le **système universitaire à l'entreprise** quand les grandes écoles seraient les seuls partenaires viables. Il n'y a plus d'opposition de classe préexistante, juste des réseaux à repenser et un système de valeurs communes à coproduire, vite et dans l'intérêt même du tissu économique de notre pays vieillissant. Nous sommes un vivier, la réponse aux problèmes qui se poseront demain, pas simplement le problème d'aujourd'hui comme M. Hirsch et M. Sarkozy s'évertuent à le démontrer.

#### ***d. Une éducation pour tous, pour toute la vie***

##### **Créons un droit à la formation tout au long de la vie**

Nous pouvons aujourd'hui définir cette ambition pour le secondaire et l'enseignement supérieur parce que nous avons défendu la **formation tout au long de la vie**, avec comme objectif qu'il devienne un **droit universel et transférable**. Cela ferait de la formation continue un moyen de protéger chacun des aléas de la conjoncture économique et un moyen de corriger les inégalités de formation initiale a posteriori. Nous devons donner les moyens aux salariés de **se requalifier**, mais aussi, **de se reconvertir**. Les études et l'évolution professionnelle et personnelle ne doivent pas s'arrêter à la sortie de la formation initiale. C'est un objectif que nous partageons avec nombre d'organisations syndicales mais c'est aussi de plus en plus un outil intégré dans l'entreprise, parce que la crise l'a rendue nécessaire. Cependant les drames successifs à France Telecom le montrent : l'adaptation continue au poste de travail nécessite une vigilance de tous les instants et l'on ne peut faire abstraction des aspirations individuelles. Précisément, aujourd'hui les syndicats de France Telecom dénoncent le manque de préparation de l'entreprise face au besoin de formation des agents. Ce type de drame, montre à quel point cette thématique, qui sera au cœur notamment des **campagnes régionales** que nous mèneront cet hiver et au printemps, est d'importance. **Le droit à la formation est aujourd'hui vital.**

##### **Réinvestissons dans l'éducation populaire**

Nous devons également **renouer avec l'éducation populaire** qui a pour ambition première de permettre à chacun de prendre sa place dans la société. L'acquisition de valeurs républicaines et la pratique de la citoyenneté sont là pour favoriser l'apprentissage on se forme ou on s'éveille à l'esprit critique que l'on apprend de **l'esprit critique et la prise de responsabilité**. Les savoirs développés à travers l'éducation populaire sont au service de la vie privée et sociale de chacun. Plus encore, l'éducation populaire favorise l'interaction des savoirs individuels au service des savoirs collectifs.

L'éducation populaire met en avant **l'autonomie, l'initiative** et se donne comme but de faire émerger, par des pratiques collectives de mise en situation, les ressorts, les potentialités de chaque individu, de chaque groupe. De fait, l'éducation populaire incite à **l'action collective** et a une plus grande solidarité entre citoyens. Il est donc indispensable que celle-ci puisse enfin se doter de moyens institutionnels pour pouvoir se développer.

Ainsi, nous proposons la mise en place d'une véritable **Loi-cadre sur l'éducation populaire**, qui se focaliserait notamment sur **l'articulation des missions** des différents acteurs et **la contractualisation entre Etat, associations, collectivités territoriales**.

Ce grand mouvement d'éducation populaire doit transcender les simples loisirs, tels qu'ils sont proposés aux jeunes actuellement, où ceux-ci sont souvent de simples consommateurs. Les associations se réclamant de l'éducation populaire ne sont pas obsolètes et ont plus que jamais un rôle dans notre société afin de **promouvoir les valeurs de la République**. Elles sont porteuses d'avenir pour l'épanouissement personnel et collectif des hommes tout au long de leur vie, mettant en lumière **la réciprocité des échanges** inter et intra générationnels.

## 2. Une société ouverte, une société des choix, une société solidaire

Alors que la droite, actuellement au pouvoir, impose une vision segmentée de la société, où le mérite ne se compte qu'en argent et où le «**vivre-ensemble**» est constamment mis à mal. Alors que la pensée monétariste a montré son extrême brutalité aux yeux du monde en provoquant une crise économique et financière sans précédent, nous, jeunes socialistes croyons plus que jamais à une alternative politique. Cette alternative porterait le projet d'une réconciliation de la démocratie et du marché, de l'état et des individus pour l'harmonisation, la régulation et l'organisation sociale. Cette vision de *société* à long terme, **portée par de nouvelles politiques, de qualité de vie, et de création de valeur économique, nous l'appelons social-démocratie.**

### a. Vers une société solidaire

La droite actuellement aux affaires impose, sous couvert de peoplisation, de gestion au coup par coup, une vision très idéologique. Le néoconservatisme est une vision segmentée de la société, où le mérite se compte en argent, en actions, et pas en richesse collective. Ce que nous, jeunes socialistes réformistes, appelons liberté c'est la place pleine et entière qui doit être celle du politique aujourd'hui et dans l'avenir dans le respect et l'enrichissement commun de la confrontation au suffrage, au débat public, à l'opinion, mais aussi dans le lien constant avec la société civile et les partenaires sociaux. Nous ne devons pas oublier que ce qui distingue la gauche de la droite, c'est que nous croyons à la **force collective** quand la droite vénère la responsabilité individuelle. **Le collectif est toujours plus fort que l'individu**

Nous pensons que le libéralisme économique, c'est-à-dire l'économie de marché est le seul modèle possible, si tant est qu'il soit régulé par les politiques, et pas organisé de façon biaisée sur le modèle actuel des grands monopoles privés. Pour une part, nous sommes politiquement libéraux parce que nous reconnaissons l'organisation représentative de la démocratie et la mécanique individuelle de l'expression des suffrages (un homme=une voix). Nous croyons **à la liberté et aux droits individuels**, à la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen, texte typiquement libéral dans sa formulation. Cependant, nous croyons aussi, et c'est ce qui nous distingue des libéraux classiques, à la force et à la légitimité de l'action collective. Nous pensons que les combats menés collectivement sont légitimes en démocratie – grève, manifestations, etc. –, nous pensons que l'individu n'est pas le seul horizon indépassable. Pourquoi ? Parce que, si nous ne sommes pas philosophiquement des libéraux. Nous aimons le libéralisme quand il apporte un **vent de liberté**, nous le détestons quand il dénigre l'action collective. Nous sommes philosophiquement socialistes.

#### **Vers une société solidaire**

Cette société, si elle est **éthiquement plus humaniste**, est aussi, économiquement, beaucoup plus efficace. Même le libéralisme économique, qui fait du système social une simple addition d'actions individuelles, s'il est poussé au bout de sa logique, permet d'arriver aux mêmes conclusions. Sur un marché type, la main invisible sélectionne toujours les meilleurs. Ce n'est pas une variable, c'est une constante. La société solidaire, c'est réparer les erreurs de l'histoire. La société solidaire, c'est quand l'éducation permet aux individus nés dans les conditions sociales les moins favorables de se délester du poids social de leur histoire. La société solidaire, c'est quand les moins favorisés à la naissance ont les moyens de prouver qu'ils peuvent être les meilleurs.

Le système néo-conservateur dans lequel nous vivons ne sélectionne pas les meilleurs, ils sélectionnent majoritairement ceux qui ont eu le seul mérite d'être bien nés. Nous n'avons pourtant aucune preuve sur la supériorité de leurs qualités génétiques. En revanche, nous

avons la certitude que plus le **choix** est grand, plus les chances de sélectionner les meilleurs sont grandes. Nous avons la certitude que le système social est organisé en laissant de côté un potentiel de richesses sans doute considérable et de véritables talents. Il faut redonner à chacun la chance de participer à notre réussite collective. Cette société solidaire ne peut être une société communiste parce qu'elle doit permettre l'émancipation de chaque individu. Ce combat dépasse souvent les jeunes socialistes et méritent d'étayer notre réflexion d'une analyse sur les réformes fiscales à mener.

## ***b. Réformons l'impôt en profondeur pour refonder le pacte social***

### **La réforme de l'impôt est au cœur du projet socialiste**

Pourquoi aurions-nous peur de la martingale de la droite qui dit que la droite baisse les impôts quand la gauche les augmente ? Nous pensons que nous devons questionner la manière dont la société est façonnée par l'impôt, eu égard aux enjeux des années à venir. C'est de bonne guerre, c'est nous qui seront sommés à régler la dette de nos aînés.

L'**impôt** est le véritable outil de la **cohésion sociale et du progrès**. La **justice fiscale**, la solidarité des riches envers les pauvres, doit permettre à chaque citoyen d'avoir accès à une éducation, à un système de santé, à une justice de qualité, quels que soient sa condition et le lieu où il vit. La réhabilitation de l'impôt doit s'appuyer sur la fierté de payer des impôts. Même si nous sommes de jeunes socialistes, nous savons que pour redistribuer, il faut avant toute chose créer de la richesse. Si aucune richesse n'est créée, la redistribution devient impossible.

### **Les incohérences de la droite sont flagrantes**

La droite a fait de la baisse des impôts un objectif alors qu'il ne devrait s'agir que d'un moyen au service d'une politique. Sa justification est simple : le taux de prélèvements obligatoires en France serait trop élevé (43% du PIB contre 30% aux USA mais plus de 50% en Suède). Il faudrait donc baisser les impôts et distribuer des cadeaux fiscaux. Il est bon de rappeler qu'en France, si les cotisations sociales sont élevées, les impôts sur le revenu et les bénéficiaires demeurent plutôt faibles (10% du PIB contre 9,8% en Allemagne, 19,8% en Suède et 30,7% au Danemark). Il est surtout temps de dire que si les impôts sur les revenus du travail ou du patrimoine diminuent, dans les faits, les prélèvements obligatoires augmentent (792,5 milliards d'euros en 2006, 819,2 en 2007 et 846,5 en 2008). La gentille droite qui baisse les «impôts» est donc un leurre et il faut dénoncer cette supercherie !

Quand nos aînés réclament la **suppression du Bouclier fiscal Sarkozy**, nous devons affirmer que nous ne voulons ni d'une suppression du bouclier fiscal Sarkozy qui se traduirait par le retour au bouclier fiscal Villepin, ni d'une réforme de la taxe professionnelle qui anéantirait la démocratie territoriale, ni d'une Taxe Carbone qui, au lieu d'agir en amont, au niveau collectif (producteurs-pollueurs), agirait en aval, au niveau individuel (citoyens-consommateurs).

Le Mouvement des Jeunes Socialistes veut une véritable **refonte du système fiscale**. Droits de succession, IRPP, niches fiscales, TVA, TP, fiscalité locale, fiscalité écologique..., tout doit être mis sur la table. Il nous faut imaginer le grand impôt de cohésion social du 21ème siècle. **Un impôt progressif avec une part nationale et une part locale** qui fusionnera la CSG, l'IRPP et les impôts locaux.

Notre arme est l'incohérence de l'UMP, qui prétend encadrer les salaires des hauts dirigeants mais les protège avec le bouclier ou les niches fiscales. En 2008, sur les 458 millions € reversés aux 13 800 contribuables bénéficiant du bouclier, 834 d'entre eux ont

perçu les 2/3 de cette somme. Le bouclier fiscal ne profite pas aux riches mais aux ultra-riches. La même logique prévaut pour les 72 milliards de niches fiscales. Comment proposer dans le même temps d'encadrer les salaires de ceux à qui profitent ces mesures ? Il est absurde d'assommer avec le marteau de l'encadrement des salaires et de protéger avec un bouclier ou des niches fiscales que la France traîne comme l'enclume sur laquelle s'assomment les marges de manœuvre gouvernementales. Seule **la justice fiscale** permet de régler le problème des rémunérations exorbitantes en les **redistribuant équitablement** quand leur encadrement ne fait que calmer la vindicte populaire sans assurer une politique salariale plus juste au sein des entreprises.

Réformer en profondeur notre système fiscal, c'est se donner les moyens d'assumer l'objectif principal du socialisme : la lutte contre l'ordre soi-disant naturel des choses que les conservateurs protègent, la reproduction des inégalités sociales de génération en génération. Prenons un seul exemple : l'exonération de 95% des français de droits de succession. La droite conservatrice dit : au nom de quoi l'État pourrait-il prélever tout ou partie du fruit du travail de toute une vie ? Au nom d'une valeur, une valeur de gauche : le travail justement ! La suppression des droits de succession conduit à la transmission des richesses grâce au seul mérite d'être bien née. Or, le seul mérite qui vaille est celui du travail. Qu'on s'appelle Lagardère ou Bouygues, Pierre ou Samia, seule la remise des compteurs à zéro permet aux plus méritants, aux meilleurs d'entre nous, d'avoir la chance de réussir, de diriger Bouygues ou EADS ! C'est l'essence du mot progrès : plus de justice, une société finalement plus innovante, créative, efficace. Seuls les jeunes socialistes peuvent se permettre d'amener un débat comme la suppression des successions – et non des droits de succession ! – sur la place publique. Et à ceux qui nous traiterait alors d'affreux gauchistes, nous ne gêneront pas de leur rétorquer que cet idée n'est pas de Marx ou de Lénine, mais de Bill Gates en personne.

### **Quelques grands principes doivent guider notre réforme fiscale : fiscalité écologique, justice sociale, maîtrise de la dette**

La société solidaire est une société qui est aussi solidaire des générations futures. La planète doit être respectée. Il faut arrêter de dire le développement durable, il faut le faire et la première des mesures est d'imposer une fiscalité écologique, à l'échelle française, puis européenne et enfin mondiale. Cette fiscalité écologique ne peut être la taxe carbone qui désigne les citoyens comme les coupables. La fiscalité écologique ne doit pas s'adresser au citoyens mais aux entreprises en premier lieu sur la base d'un impôt progressif indexé sur leur comportement social et environnemental. La fiscalité écologique doit à terme remplacer pour une bonne partie, les charges pesant sur les entreprises et sur le travail.

Etre solidaire des générations futures, c'est aussi affirmer que la **dette de l'État doit être fortement réduite** et la solution adoptée ne doit pas être celle de la droite qui applique les bonnes vieilles recettes de Margaret Thatcher. S'il faut s'interroger sur les dépenses (notamment au niveau du Budget de la Défense qui sera considérablement allégé par une mutualisation des coûts à l'échelle européenne avec la mise en place d'une véritable politique de défense de l'Union), s'il faut mettre en place une **saine gestion de l'argent public** (notamment en luttant contre les gaspillages), il faut aussi s'interroger sur **le niveau des recettes**. Pour réduire la dette de la France, les socialistes doivent demander aux plus riches que l'effort de réduction de la dette porte principalement sur eux. S'interroger sur les seules dépenses, c'est les exonérer de toute participation à l'effort collectif.

### 3. Nous devons garantir l'égalité de tous en matière de sécurité

La **sécurité et l'égalité** devant la loi sont des **droits fondamentaux**. Les droits fondamentaux de chaque citoyen sont définis dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, dans le préambule de notre Constitution ou encore dans la Charte des droits fondamentaux du Conseil de l'Europe.

#### Nous devons dénoncer la politique de la droite

Depuis l'accession au pouvoir de Nicolas Sarkozy, le concept de citoyenneté française et son universalité sont remis en cause. Le concept de citoyenneté dont nous avons fièrement hérité est celui de la Révolution française. C'est un concept universel qui a permis à de nombreux étrangers, dès la Révolution, de devenir français parce qu'ils croyaient aux valeurs de la République: **Liberté, Egalité, Fraternité**. Ce concept philosophique a des applications très pratiques : pour devenir français, il n'est jamais question de droit du sang mais exclusivement de droit du sol. Tout citoyen faisant siennes ces valeurs a le droit de devenir français. L'immigration n'est pas et n'a jamais été un problème. Dans un contexte démographique tendu, elle peut être au contraire une solution.

Depuis l'émergence du Front National, la conflictualité sociale a été ethnicisée : des problèmes sociaux sont traités comme des problèmes ethniques. Ce type de raisonnement a abouti à l'émergence d'un véritable racisme d'État, à travers la chasse aux sans-papiers, et la désignation des étrangers comme le premier de tous les maux.

#### Nous devons aussi prendre conscience des limites de nos discours habituels

Nous devons aussi rompre avec le discours antiraciste basique qui est à sa façon un discours d'ethnicisations des clivages sociaux. Si nous considérons que les conditions sociales d'existence déterminent pour partie les actions des individus, il n'est pas anormal que les individus qui vivent dans les situations sociales les plus défavorables soient, par exemple, plus délinquants que les autres, en gardant bien à l'esprit que l'Etat français, par ces lois et ces pratiques policières **criminalisent la misère**. La politique française d'intégration a échoué parce qu'elle a offert en guise d'accueil et de convivialité aux travailleurs étrangers des conditions de vie déplorables. Notre projet doit être d'améliorer les conditions sociales d'existence de chacun et de ne jamais faire d'explications sociologiques des excuses sociales. Certains comportements sont effectivement explicables par la sociologie, ils ne sont pas pour autant excusables par la société.

Cette vision réaliste ne doit pas sombrer dans la légitimation de la politique sécuritaire de la droite. Il faut aussi prendre conscience de ce que les sociologues appellent la criminalisation de la misère. Les jeunes socialistes doivent défendre une politique de sécurité alternative qui passe nécessairement par la police de proximité, notamment dans nos banlieues populaires. La loi et la sanction qu'elle détermine doivent être en adéquation avec la gravité du délit ou du crime. La criminalité «des cols blancs» est beaucoup plus néfaste pour la société que la destruction d'un abri bus. Toute tentative de dépénalisation du droit des affaires tendrait à aller contre cette réalité.

La politique de la droite au pouvoir n'est pas seulement, comme nous le savons tous, une politique de sécurité. C'est surtout une politique électorale qui vise et a réussi à capter les électeurs du Front National par la rhétorique. Il ne faut pas se réjouir de la baisse électorale du parti d'extrême droite quand une partie de son discours est recyclée par la droite traditionnelle. Si Nicolas Sarkozy n'est ni un fasciste, ni un raciste, il est un conservateur réactionnaire qui instrumentalise le discours et les idées lepénistes à des fins purement électorales. Cette stratégie a conduit les classes populaires à voter massivement pour lui en mai 2007. C'est sans doute le principal échec de la gauche, des socialistes et du Mouvement

des jeunes socialistes. Nous devons nous remettre en cause. Nous devons parler aux jeunes des classes moyennes et des classes populaires parce que notre projet est le seul à se soucier du destin des classes moyennes et des classes populaires.

Nous nous engageons à porter une proposition aux groupes parlementaires socialistes, au Sénat et à l'Assemblée nationale, afin d'ouvrir le débat de la criminalisation de la misère sur la place publique.

### **Nous devons changer la réalité au lieu de l'apaiser par des mots**

Roland Barthes nous invitait pourtant à nous poser la vraie question, nous, le peuple de gauche : que ferons-nous lorsque la doxa sera de notre côté ? Que ferons-nous ? Nous continuerons le combat et ne participerons pas à la diffusion du politiquement correct qui nie la conflictualité sociale en tentant de l'apaiser par des mots.

### **Nos propositions sont les suivantes :**

- **mener le combat pour la reconnaissance de toutes les formes de culture**

Il n'y a plus de chômeurs mais des demandeurs d'emploi, il n'y a plus de femmes de ménages, ni même d'hommes d'entretien mais des techniciens de surface, il n'y a plus de jeunes français de culture arabe mais des jeunes, tout court, avec tous les a priori négatifs charriés par cette appellation. Jeunes socialistes, nous ne devons pas nous attacher à apaiser la conflictualité sociale par des mots, nous devons changer la vie des gens. C'est à nous, jeunes socialistes, d'affirmer que si la culture bourgeoise est grande, la culture des pauvres, de ceux qui vont au stade de foot et joue à la belote coincée n'est en rien inférieure à cette dernière. Gelner disait, reprenant Max Weber, que l'homme était suspendu dans des toiles de signification et que ces toiles étaient la culture. Il y a de multiples façons d'interpréter le monde. Elles n'ont pas à être hiérarchisées afin de sanctifier ce qu'il faut bien appeler la culture bourgeoise.

- **lutter contre les discriminations sous toutes leurs formes**

La justice française doit durcir le ton contre toutes les formes de discrimination : de l'agence immobilière qui refuse des individus pour le simple motif que leur nom est d'origine arabe aux CV qui sont rejetés pour la même cause, il faut en finir avec cette discrimination qui sape les bases du contrat social. Il faut créer non pas un Haut Comité, mais une Agence nationale de lutte contre les discriminations qui ne laissera plus aux associations le soin de la preuve. Il faut que son action aboutisse à des décisions de justice qui sanctionnent sévèrement ces dérives. Cette agence devrait être en charge de toutes les formes de discrimination dont sont victimes certains français, notamment sur le marché du travail (femmes, senior...). Cette politique ambitieuse devrait briser le sentiment d'injustice perpétuelle dont sont victimes certains français de droit. Elle devrait conduire la diversité de la population française, non pas aux seuls ministères même si c'est une nécessité, mais à tous les secteurs de la vie sociale. Si une agence immobilière contrôlée était sanctionnée d'une amende, puis sanctionnée d'une amende plus forte en cas de récidive, d'une fermeture en cas de multi récidive et si l'Agence de lutte contre les discriminations médiatisait son action, la fermeture de 10 agences immobilières suffirait à changer la politique de tout un secteur en France. Il est des secteurs, comme celui des discothèques, des agences immobilières ou du marché du travail, où la sanction médiatisée serait d'une efficacité redoutable.

- **changer d'approche sur l'immigration**

Les jeunes socialistes doivent réclamer la suppression du Ministère de l'immigration et de l'identité nationale et son remplacement par un Ministère de la démographie et de la citoyenneté française dont dépendra l'Agence Nationale de lutte contre les discriminations, la politique de la famille et la politique d'immigration.

L'immigration n'est pas et n'a jamais été un problème. Dans un contexte démographique tendu, elle peut être au contraire une solution.

- **réaffirmer la laïcité**

La laïcité, socle de notre République, a été gravement remise en cause par le Président de la République. Nicolas Sarkozy a même déclaré que l'instituteur ne remplacerait jamais l'homme de foi pour déterminer le bien et le mal et transmettre, parce que c'est de ça qu'il s'agit, la morale aux enfants.

Dans la République française, **la religion doit être restreinte à la sphère purement privée**. Dans l'espace public, le fait religieux n'a pas droit de cité. Chaque citoyen a le droit de croire, c'est une **liberté fondamentale**, qu'il soit de confession juive, musulmane, catholique ou protestante, il a aussi le droit de ne pas croire en Dieu. Mais tous les citoyens français doivent, avant toute chose, croire à la **devise républicaine**. Ce sont les fondements de la République et personne, même le Président de la République, chanoine de Latran, n'a le droit de réécrire notre histoire.

Le modèle de société défendu par la droite aujourd'hui a quelque chose de pervers. Il peopolise les responsables politique, gomme la différence pour eux la sphère publique et le privée et tend à en faire de même avec la vie de chacun. Si cela pouvait être pris avec humour, si cela n'avait pas des conséquences si désastreuses nous pourrions dire que notre pays devient un vaste jeu de télé réalité. Cela brouille le système et instrumentalise l'humain, c'est l'opposé parfait de l'idéal socialiste. Le rôle du politique n'est pas sa réactivité sur les questions de mœurs qui agitent l'actualité hors du champ de l'évolution de la loi. Le rôle du politique est de penser les évolutions de la société et ses conséquences sur l'organisation de celle-ci. Il doit penser : évolution de la loi, acquisition de nouveaux droits...il ne se définit pas sur des bases morales mais de bon fonctionnement collectif.

#### **4. Encadrer la pratique, inventer de nouveaux droits**

**Dépénaliser pour mieux réguler est notre principe d'action en matière de questions sociétales :**

- **Prostitution : sortons des incantations et des clichés**

Les prostitués de notre pays sont les seuls travailleurs qui paient des impôts et pour lequel en retour l'état ne rend rien. Le système abolitionniste Français, qui se borne à vouloir empêcher l'existence même de la prostitution est à la fois absurde et dangereux.

Absurde parce que ce n'est jamais en niant une réalité qu'on résoudra un problème, et dangereux parce Il force les femmes, mais aussi les hommes et les transgenres, à exercer leur métier dans des conditions extrêmement précaires et dangereuses. Sous des prétextes de protection, la loi française ne fait que stigmatiser une fois de plus une profession en interdisant (et quelquefois même en criminalisant) l'accès au logement, à la médecine du travail, la sécurité sociale, la retraite, etc.

Nous proposons, pour contreenir à cela, **la régulation**, par l'intermédiaire législatif, du **métier de prostituée** avec la création d'un statut particulier pour cette profession ainsi que l'ouverture des lieux uniques de prostitution et d'insertion, afin que les femmes qui ont réellement fait ce choix de vie puissent l'exercer dans des conditions respectables de leur dignité tout en ayant la possibilité d'évoluer vers un autre projet de vie.

- **Pour une loi sur l'identité de genre**

S'il convient de se réjouir de la récente décision de retirer le transsexualisme de la liste des maladies mentales, il convient de rappeler que la France demeure à la traîne dans la reconnaissance des droits des transgenres. Les discriminations motivées par l'identité de

genre restent très, trop présentes. Les transgenres doivent surmonter jours après jours nombre d'obstacles découlant d'un manque de sensibilité à l'égard de leur identité, de préjugés, voire souvent d'un rejet pur et simple. Par conséquent, nous demandons la reconnaissance de la transphobie en tant que discrimination au même titre que le racisme ou l'homophobie, et, par là même, la prise en compte de la transphobie par la HALDE.

De même, il nous semble scandaleux que l'Etat continue d'imposer la **castration chimique puis la stérilisation** des personnes trans' comme condition d'obtention du changement d'Etat civil. Les transgenres doivent pouvoir conserver leur liberté de procréation, ainsi que l'accès à la parentalité.

Rien ne justifie de priver davantage des citoyens de la possibilité d'exercer pleinement, sans craintes et sans condition, leurs droits humains.

- **Cannabis : dépénalisons la consommation et la vente**

Il n'est plus tolérable qu'une substance majoritairement distribuée dans nos quartiers soit pénalement visée. Il n'y a pas que les « jeunes de banlieue » qui fument du cannabis. Il y a des jeunes fils et filles de cadres supérieurs blancs et bien propres sur eux. Nous devons réclamer la **dépénalisation de la consommation** de cannabis qui permettra ainsi de décriminaliser un **phénomène culturel**. L'intensification du travail policier pour lutter contre le marché illégal du cannabis a eu pour principal effet une crise de l'offre, c'est-à-dire la raréfaction du produit. Mais, comme le marché du cannabis est illégal, il fait partie du marché (plus large) de la drogue. Ce marché s'est donc ajusté et un produit en a remplacé un autre. Aujourd'hui, c'est la cocaïne qui est dans nos lycées et à la porte de nos collègues. La volonté politique de Nicolas SARKOZY depuis son accession au Ministère de l'Intérieur a conduit notre police judiciaire a mené des actions de grandes ampleurs, fort médiatiques et fort coûteuse, notamment dans nos quartiers populaires en Région parisienne et, plus grave, à une explosion du marché de la cocaïne. Il faut impérativement réorienter notre politique en matière de stupéfiants : dépénalisation de la consommation de cannabis, lutte efficace, bien que non médiatique, contre la criminalité internationale qui tire des profits gigantesques en organisant à l'échelle mondiale le trafic d'héroïne (Afghanistan, Pakistan...), de cocaïne (Colombie...) et de drogues de synthèse.

# Approfondir la démocratie pour lui donner un nouveau souffle

## 1. La démocratie est en difficulté

Amartya Sen<sup>1</sup> définit la **démocratie** dans son sens le plus **universel** comme n'étant pas simplement le fruit du suffrage mais la conjonction :

1. D'un dialogue entre ceux qui aspirent à la responsabilité ou a entrainer un changement quelconque
2. du scrutin libre.
3. Il ajoute à cela la question de la qualité du débat démocratique.

Le dévoiement des institutions que l'on reproche à Nicolas Sarkozy est double : il ultra-présidentialise le régime et fagocite les médias par une présence permanente. On peut dire qu'il étouffe le débat démocratique dans le sens où le dialogue qu'il instaure est un prêche unilatéral qui renvoie l'opposition uniquement aux choix dans les urnes : vous avez perdu, vous vous taisez. Pire même, il organise la pseudo concertation (avec les syndicats ou les partis). C'est ce qui rend absurde ses appels à la concorde nationale qui était encore possible quand la recherche de consensus était encore à l'ordre du jour à l'Elysée, comme cela avait été le cas par exemple sur la question de la guerre en Irak. Le dernier consensus à la fin duquel nous avons assisté est celui sur l'entrée de la France dans le commandement intégré de l'OTAN.

Amartya Sen définit les conditions d'un dialogue démocratique qui répond à notre exigence de socialistes et soit en phase avec la société et ses modes communication et d'engagement contemporain. Comment on convainc, comment on crée du lien aujourd'hui? Comment sortir de la ringardisation, critique que nous avons nous même intégrée.

## La démocratie souffre d'une crise de confiance

Nous recherchons dans nos débats un moyen de provoquer l'adhésion à notre projet pour notre pays. Dans une folle course à la martingale certains cherchent à retrouver «l'enchantement» ou l'effet «changer la vie». Nous recherchons depuis 2002 de nouvelles clés. Il ne s'agit pas de clés pour comprendre la société mais bien pour créer les conditions d'une intelligence entre nos propositions et nos concitoyens. Nous recherchons les meilleures conditions pour une adhésion massive de nos concitoyens à notre projet. Pour que notre discours soit enfin entendu, il nous faut savoir précisément à qui il s'adresse.

## Nous devons nous adapter aux nouvelles expressions de la citoyenneté

Nous nous revendiquons encore, et à raison, comme les héritiers du mouvement ouvrier, des grands mouvements de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle à ceux du 2<sup>ème</sup> siècle. Ces mouvements de masse, durs, qui s'inscrivent par vagues dans la durée et ont été jugés par l'Histoire autant par la qualité des acquis qu'ils ont permis, des injustices qu'ils ont pu réduire, que par le nombre de personnes qui ont battu le pavé pour eux. Il y'a un fossé entre le mythe des classes ouvrières homogènes dans leurs engagements et dans leurs luttes et la réalité d'aujourd'hui. S'il appartient aux historiens de faire la part entre l'Histoire et la Légende du mouvement ouvrier, il est de notre responsabilité de comprendre notre époque, ses carences et ses dynamiques. Est-ce que notre société contemporaine se prête moins à l'engagement collectif? Nos concitoyens ont-ils changé?

---

<sup>1</sup> In *La démocratie des autres*

**L'engagement n'est pas en recul, mais il est plus complexe** : si nous ne nous engageons pas moins, nos engagements ne sont plus uniques mais divers et ils se superposent dans le temps, avec une intensité variable. L'investissement dans les associations permet une mobilisation à un moment précis, sur un sujet précis sans pour autant être limitatif, le multi-engagement est d'ailleurs très répandu. Chacun peut se laisser guider par une série de priorités individuelles. Les manifestations concrètes de son action, la garantie de l'efficacité de l'investissement sont d'ailleurs des critères préférentiels d'adhésion. Ce qui explique que ne garantissant pas de résultats militants immédiats ou du moins certains, l'engagement pour un syndicat ou un parti est considéré comme un sacerdoce d'accès difficile.

## **2. Renouveler la citoyenneté pour répondre aux nouvelles attentes des citoyens**

### **Repensons le dialogue entre parti et citoyens**

Quand ils le jugent nécessaire, ou quand ils considèrent qu'ils n'ont pas d'autres choix, nos concitoyens se tournent vers la politique, avec des demandes et des attentes précises. Leur approche est critique et exigeante, lorsqu'ils s'adressent à nous, ce que nous devons prendre pour une preuve de considération. Cependant ils n'hésitent pas à se saisir d'autres outils (associations, coordinations, comités) pour intervenir dans le champ politique, ce que nous ne devons pas prendre pour de la déconsidération envers nous mais pour de l'inadaptation de notre part à anticiper les dynamiques et à y réagir éventuellement quand c'est le moment.

En effet, le consensus, comme le rassemblement ou le fait majoritaire ne peut être investi d'une valeur ajoutée démocratique que si on admet **la possibilité du conflit** et la valeur même du conflit. Pour être efficace dans la réforme, le Parti Socialiste ne devrait-il pas admettre qu'il doit, au même titre qu'il valorise le consensus, poser les conditions auxquelles le désaccord est possible, les cas dans lesquels il peut être assumé, et même quelques fois, préservé? Quels lieux nouveaux à créer ou existants à repenser seraient les outils de cette conflictualité assumée? Comment les préserver des intérêts dictés par l'air du temps, les jeux de pouvoir à l'intérieur de notre organisation comme dans notre relation aux syndicats, aux associations, aux comités ?

## **3. Promouvoir le Service Citoyen**

Nous revendiquons un attachement particulier au Service Citoyen. Nous le souhaitons mixte, à caractère obligatoire et devant donner lieu à une certaine mobilité (dans l'idée de permettre une découverte de notre patrimoine territorial). A contre-courant des réflexes de repli sur soi et d'égoïsme qu'un contexte de crise peut éventuellement générer, nous plaidons pour un dispositif dont les vertus ne devraient plus être à démontrer.

Au cœur de ce «vivre-ensemble» qui nous est cher, le Service Citoyen est bien évidemment l'occasion de mettre en relation des individus. La valeur de «solidarité», loin d'être l'incantation lancinante galvaudée, ne renvoie à rien d'autre qu'à cette solidarité psychologique et misérabiliste dont n'ont que faire ceux de nos concitoyens qui souffrent, le Service Citoyen est une solidarité par la preuve. Nous sommes prêts à l'expérimenter dès demain.

Dans la même lignée, ce Service Citoyen apparaît porter en lui la promesse d'une mixité sociale, vœu pieux de nombre de gouvernements depuis une dizaine d'années, mais qui

n'ait jamais véritablement parvenu à trouver le support de sa réalisation – les délocalisations de grands écoles dans des quartiers défavorisés n'ont pas eu les résultats espérés, elles ont bien au contraire rendues plus manifeste le mécanisme d'évitement social. Il en est tout autrement pour le Service Citoyen et la réelle «rencontre» qui ne manquera pas d'avoir lieu entre des milieux divers, expérience qui sera à n'en pas douter d'une part formatrice pour le jeune citoyen, et d'autre part fenêtre vers l'extérieur pour des catégories vivant parfois recluses. Le Service Citoyen est en un mot un **vecteur de cohésion sociale et intergénérationnelle** (aide aux personnes âgées, encadrement scolaire, etc.).

Autre avantage, la généralisation de ce dispositif à tous les jeunes de tous les milieux constituera un vecteur d'équité entre les acteurs, à défaut de l'établissement d'une équité concrète et complète, au cœur de notre combat.

Enfin, alors que la place du jeune dans notre société semble être de plus en plus difficile à appréhender, sur le plan des réalités matérielles - financement des études, recherche d'un logement, départ dans la vie – que sur celui des représentations, si l'on considère l'image passablement dépréciative que Nicolas Sarkozy, avant même son élection à la Présidence de la République, a participé à distiller... Par extension, une forme d'émancipation individuelle du jeune citoyen est à attendre de ce type d'aventure personnelle.

Nous ne nous limitons pas à penser la plus-value sociale et personnelle du Service Citoyen. Très concrètement, nous proposons d'une part que l'âge officiel pour effectuer son Service citoyen soit de 18 ans (il pourra néanmoins débiter dès 16 ans et se terminer au plus tard à 25 ans, avec une possibilité d'aménagement selon les études), que le dispositif repose sur deux expériences de six mois chacune, et que l'hébergement en internat pour une réelle intégration dans le terrain et un déracinement suffisant de son lieu d'origine. Enfin, Nous souhaitons rendre possible une même localisation pour les couples, afin que le service rendu à la collectivité ne soit pas vécu comme un sacrifice, ne se fasse pas au détriment de la vie personnelle et affective, source tout aussi essentiel d'épanouissement individuel.

#### **4. Rénovons la citoyenneté**

L'abstention massive aux dernières élections européennes pose la question d'une éventuelle **obligation du vote** pose question. Celle-ci existe dans certains pays, tels que la Belgique, la Suisse ou la Grèce. Néanmoins, elle n'a jamais été envisagée sérieusement en France. Nous sommes favorables au triptyque «Vote Obligatoire / Education civique renforcée / Reconnaissance du vote blanc», qui aurait comme but d'enrayer le cercle vicieux de la «déresponsabilité citoyenne» : moins on donne aux gens les moyens d'être responsables, plus on justifie le recul de la démocratie ; plus la démocratie recule moins les gens ont l'envie et les moyens d'être responsables.

#### **5. Encourager la démocratie participative**

**Il faut associer plus directement les citoyens à la construction de l'intérêt général**, à l'élaboration des décisions qui les concernent et à l'évaluation de l'efficacité des politiques publiques. Les méthodes existent (forums et budgets participatifs, ateliers citoyens tirés au sort) et sont d'usage courant chez nos voisins européens.

En France, les collectivités qui se sont lancées dans une démocratie authentiquement participative le savent bien : c'est une chance pour les élus et pour les citoyens.

Nous voulons approfondir ce mouvement pour en faire le **complément indispensable d'une démocratie représentative** fortifiée et l'aiguillon d'une action publique plus réactive.

## 6. L'éthique en politique, une valeur à défendre

Il nous semble impossible de parler démocratie sans aborder le terrain de **l'éthique en politique**. Parler éthique, dans le champ politique, c'est avant tout vouloir tordre le cou au célèbre principe édicté par le non-moins célèbre Nicolas *Machiavel* : «la fin justifie les moyens». **La manière d'arriver importe autant que le résultat obtenu**, surtout si l'on veut que ce résultat soit accepté et compris par tous, et ainsi donc pérenne. De fait, la démocratie n'est pas qu'un moyen d'accession et d'organisation du pouvoir, mais un réel «état d'esprit», comme l'a souvent répété Pierre Mendès France.

L'éthique en politique, c'est aussi la mise en application d'un état d'esprit reposant sur **la fidélité et sur la transparence**. Fidélité envers ses propres idées, fidélité envers les membres de son parti, et enfin fidélité envers les citoyens. La transparence, elle, est l'autre face de la fidélité, sa mise en œuvre : l'élu doit répondre de tous ses actes, et être à même de pouvoir justifier ses conduites, ses choix, ses votes.

Enfin, **l'éthique de la responsabilité politique**, c'est plus généralement essayer prendre en compte l'ensemble du tissu social dans sa diversité et dans sa complexité, en prenant soin de ne pas le séparer de la sphère politique et ainsi essayer de trouver une harmonie, sans que la raison moralisatrice, économique, ou religieuse prenne le dessus et crée des souffrances et des injustices nouvelles.

## 7. Commençons par réformer notre propre organisation : le MJS a besoin de se démocratiser et de se moderniser

Le MJS est un Objet Politique non Identifié, ses missions ne sont pas clairement définies. Pour l'instant le MJS nous apparaît essentiellement comme un PS miniature...

L'autosatisfaction qui règne autour de la nécessaire autonomie masque mal les problèmes politiques généraux dont souffre le MJS, faute d'avoir défini des objectifs et une stratégie politique claire et spécifique.

Pour nous, en tant que mouvement de jeunesse, le MJS doit en priorité porter ses efforts sur la mobilisation et la politisation d'une jeunesse massivement de gauche, afin de devenir une organisation de masse.

Cette mission demande d'adapter notre organisation et nos comportements : Pour cela il importe d'abord de faire la bonne analyse de l'engagement politique des jeunes : la jeunesse n'est pas désintéressée de la politique : il suffit de constater la forte fréquentation des grosses mobilisations lycéennes et étudiantes, le succès des vidéos politiques sur le web... ou encore l'importance de l'engagement associatif de la population française. Seulement, la transition de cette sensibilité « métapolitique » vers l'engagement militant est tout sauf évidente. La montée de l'individualisme, la mobilité accrue des jeunes, leur esprit critique et leur exigence, leur indépendance font que les jeunes sont réticents à s'engager dans une organisation partisane, rigide et fortement hiérarchisée. Il faut repenser nos modes d'action militants pour que la transition de cet engagement vers un militantisme politique se fasse en douceur. Nous devons changer notre organisation, mais aussi, plus profondément, nos pratiques et notre état d'esprit, pour donner de nouveau envie de militer. Pour cela nous devons réussir à concilier les aspirations individuelles des jeunes militants avec les conditions de la réussite de notre mouvement.

**Il faut reconnaître l'indépendance, la personnalité et le désir de participation des militants.**

Sortons de la logique « sacrificielle », et des discours culpabilisants. Le militant doit être écouté et respecté quel que soient ses opinions, sa disponibilité, ses aspirations militantes. Il doit être reconnu comme jeune de gauche dès lors qu'il fait la démarche de venir au MJS. Il doit être reconnu comme une personne indépendante, libre d'esprit, apte à participer pleinement aux décisions du groupe. Nous devons répondre à l'aspiration à une participation plus directe au MJS, et mettre en œuvre les principes de cogestion et de démocratie directe que nous défendons, dans la mesure du possible. Nous devons proposer un militantisme personnalisé et moins élitiste. Il y a une place pour toutes les personnalités, envies, talents : n'essayons pas d'imposer la même forme de militantisme à tous.

## **Il faut rendre notre organisation plus efficace et plus démocratique pour donner envie de militer**

Les exigences de transparence et de pluralisme sont des incontournables démocratiques. Ce congrès montre, s'il en était besoin, que le MJS souffre d'insuffisances démocratiques. Il est temps de changer : à l'heure de la rénovation du PS, nous ne pouvons pas rester les canards boiteux du socialisme.

D'une manière plus générale, nous devons améliorer notre organisation pour être efficaces. L'articulation local/ national doit être repensée pour être plus fluide et mieux vécue. Les mauvaises relations entre échelons et sensibilités nuisent à notre image et sont sources d'inefficacité. Sachons être plus « pros » et moins amateurs, sans pour autant tomber dans le professionnalisme politique.

Par ailleurs, nous devons repenser nos façons de diffuser notre message. Si les « vieux militants » ont pris leur parti des rituels jeunes socialistes et ont même fini par y prendre goût ; pour les nouveaux militants, pour qui le fonctionnement d'un parti n'a rien d'évident, beaucoup de choses semblent être (et sont parfois...) une perte de temps ou chiantes... Or de fait, nos modes d'actions sont restés trop traditionnels et n'ont pas été suffisamment remis en cause, alors que la communication a été complètement révolutionnée ces dernières années. Il faut que tout ce que nous faisons soit utile et présente un intérêt. Il faut que le militantisme soit non seulement un aboutissement politique, mais aussi une expérience épanouissante. Nous devons pour cela avoir une vraie stratégie de communication. Il s'agit de redéfinir l'utilisation des supports traditionnels, et d'investir sur les nouveaux outils de communication. Le MJS doit aussi cultiver son côté convivial, festif, et spectaculaire, afin d'améliorer et l'attractivité de notre mouvement et la cohésion entre militants.

## **Il faut s'ouvrir vers l'extérieur pour créer une dynamique à gauche**

Enfin, le MJS doit s'ouvrir vers l'extérieur, pour mieux correspondre à l'engagement multiple des jeunes de gauche, d'une part, et aussi pour accompagner le mouvement d'ouverture du PS du fait des primaires à venir.

## **Pour un meilleur avenir, redonnons l'espoir à gauche**

Pourtant celle-ci ne représente que 36% des citoyens. En face d'elle, il existe une majorité de progressistes qui doivent et peuvent gagner contre Nicolas Sarkozy en 2012. Cet espoir est conditionné par le rassemblement de tous autour d'un socle de valeurs communes. Nous devons remettre l'Homme au centre de la société et nous battre pour un véritable idéal de Justice, celui qui est actuellement tant dévoyé par la Majorité, nous devons le porter ensemble. C'est pour cela que notre motion soutient de toutes ses forces avec enthousiasme le projet de Primaires ouvertes. Nous savons que la participation du plus grand nombre et l'union de nos forces représentent la condition de notre victoire en 2012. A nous de rappeler la responsabilité de tous les progressistes. Pour notre part, nous serons là, et œuvrerons afin que ces Primaires conduisent à redonner l'espoir.

\*\*\*\*\*

Pour retrouver sa place, et son influence dans la vie politique, le Mouvement des Jeunes socialistes se doit d'être à l'avant garde. Il doit mettre la démocratie au coeur de tout ses choix. Il doit être pertinent, il doit être impertinent, et doit avoir le courage de bouleverser les conservatismes, encore nombreux, au sein de la famille socialiste.

Il en revient à nous, jeunes socialistes et fiers de l'être, de conquérir de nouveaux droits, et de nouvelles libertés. A nous d'inventer, encore et toujours, de nouvelles formes de régulations adaptées à la configuration du monde actuel. A nous, enfin, de remettre en cause, et même casser les dogmes et les préjugés qui nous confinent dans une servitude volontaire, et nuisent à notre épanouissement personnel.

Pour gagner de nouveau, redonnons l'espoir et reprenons l'initiative !

## Sommaire

<a href="#">1. Le monde fait face à une triple crise économique, sociale et environnementale.....</a>	<a href="#">4</a>
a. Les crises sanctionnent à la fois un modèle économique et une idéologie économique ...	4
a. Les crises sanctionnent à la fois un modèle économique et une idéologie économique ...	4
b. Face à ces défis nombreux l'action politique est plus que jamais nécessaire .....	5
b. Face à ces défis nombreux l'action politique est plus que jamais nécessaire .....	5
<a href="#">2. Bâtir une démocratie Monde .....</a>	<a href="#">5</a>
a. Saisissons nous des outils de régulation que sont les institutions internationales .....	5
a. Saisissons nous des outils de régulation que sont les institutions internationales .....	5
b. Nous devons rééquilibrer nos relations avec les pays pauvres pour que les richesses mondiales soient mieux réparties.....	6
b. Nous devons rééquilibrer nos relations avec les pays pauvres pour que les richesses mondiales soient mieux réparties.....	6
<a href="#">3. Redonner un avenir à l'Europe .....</a>	<a href="#">7</a>
a. L'Europe est un horizon incontournable.....	7
a. L'Europe est un horizon incontournable.....	7
b. L'Europe pour laquelle nous militons.....	7
b. L'Europe pour laquelle nous militons.....	7
<a href="#">4. Repenser notre modèle de développement économique pour affronter les défis du XXIe siècle .....</a>	<a href="#">12</a>
a. nous devons mettre à jour nos analyses économiques .....	12
a. nous devons mettre à jour nos analyses économiques .....	12
b. Pour une économie au service de l'homme, nous proposons un nouveau modèle d'intervention publique .....	15
b. Pour une économie au service de l'homme, nous proposons un nouveau modèle d'intervention publique .....	15
<a href="#">1. L'éducation, au cœur de notre modèle de société .....</a>	<a href="#">18</a>
a. Notre système éducatif n'est plus au service de nos idéaux .....	18
a. Notre système éducatif n'est plus au service de nos idéaux .....	18
b. Nous devons réorganiser notre système scolaire pour remettre l'élève au cœur du système éducatif .....	19
b. Nous devons réorganiser notre système scolaire pour remettre l'élève au cœur du système éducatif .....	19
c. Une éducation qui ouvre le champ des possibles de chaque individu.....	21
c. Une éducation qui ouvre le champ des possibles de chaque individu.....	21
d. Une éducation pour tous, pour toute la vie .....	23
d. Une éducation pour tous, pour toute la vie .....	23
<a href="#">2. Une société ouverte, une société des choix, une société solidaire .....</a>	<a href="#">24</a>
a. Vers une société solidaire .....	24
a. Vers une société solidaire .....	24
b. Réformons l'impôt en profondeur pour refonder le pacte social .....	25
b. Réformons l'impôt en profondeur pour refonder le pacte social .....	25
<a href="#">3. Nous devons garantir l'égalité de tous en matière de sécurité.....</a>	<a href="#">27</a>
<a href="#">4. Encadrer la pratique, inventer de nouveaux droits .....</a>	<a href="#">29</a>
<a href="#">1. La démocratie est en difficulté.....</a>	<a href="#">31</a>
<a href="#">2. Renouveler la citoyenneté pour répondre aux nouvelles attentes des citoyens .....</a>	<a href="#">32</a>
<a href="#">3. Promouvoir le service citoyen .....</a>	<a href="#">32</a>

<u>4. Rénovons la citoyenneté.....</u>	<u>33</u>
<u>5. Encourager la démocratie participative.....</u>	<u>33</u>
<u>6. L'éthique en politique, une valeur à défendre .....</u>	<u>34</u>
<u>7. Commençons par réformer notre propre organisation : le MJS a besoin de se démocratiser et de se moderniser .....</u>	<u>34</u>